

n° 747 — 4 F

DU 23 AU 29 JUIN 1977

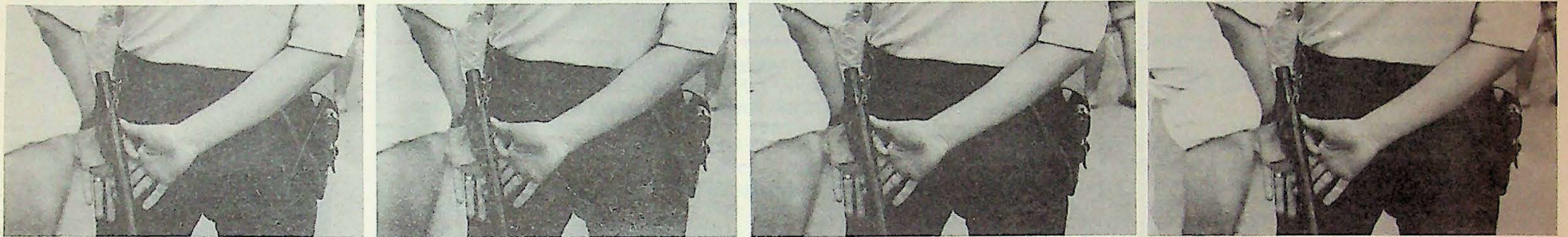
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

notre dossier :
pour quelle énergie ?
pour quelle croissance ?



les Français contre les mégawatts

Gravelines, Nogent, Orléans, Palmel, Flamanville
Malville, Naussac,
Chalons,



LE COUP D'ENVOI

● Exclusif : J.-P. Alata :

lettre ouverte à Mitterrand et à Giscard d'Estaing

● R. Dumont :

« l'écologie est loin à gauche de la gauche »

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tiemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Desliat.

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Congrès du Parti socialiste : rendez-vous dans les coulisses. *De nos envoyés spéciaux, S. Lyllan et J.-F. Thoraval* P. 4

Nogent-sur-Seine : EDF choisit l'aventure: *D. Lalanne, chercheur à Orsay, témoigne* P. 5

La parole à...

René Dumont : « l'écologie est loin à gauche de la gauche. » *Propos recueillis par J. Sanchez* P. 6

Dossier

Quelle énergie ? pour quelle croissance ?

P. 7-10

1. De faux arguments
 - 1-1. Demande d'énergie, niveau de vie, croissance
 - 1-2. Le « tout électrique »
 - 1-3. Et le « tout-nucléaire »
2. Une réponse capitaliste à la crise
3. La question de la croissance
 - 3-1. Poser la question « à l'endroit »
 - 3-2. Les éléments de réponse
4. Quelle alternative ?
 - 4.1. Nécessité d'une alternative énergétique
 - 4-2. Un plan énergétique d'urgence
 - 4-3. Dans la perspective de la transition socialiste
- Conclusion

Le pire

La société contrôlée. *C.-M. Vadrot* P. 11

Les 15 000 paroissiens de Palente. *De notre correspondant R. Vittot* P. 12

Et pourtant elle tourne

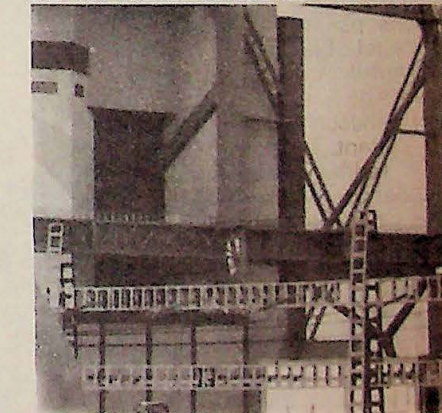
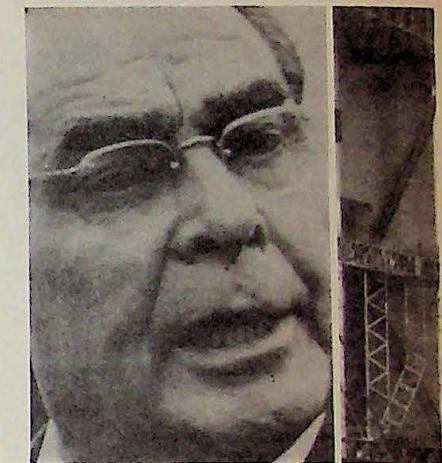
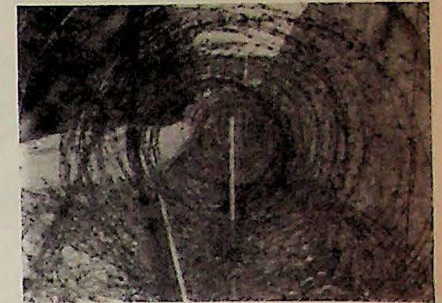
Brejnev, sa Constitution et les droits de l'Homme. *J.-M. Demaldent* P. 13

Exclusif. M. le Président : Lettre ouverte à F. Mitterrand, Lettre ouverte

à Giscard d'Estaing. *J.-P. Alata*. Présentation : *J. Lacouture* P. 14-15

L'écologie militaire vue par *Bonvie* P. 16

Télé : points de vue. *R. Lamarche* P. 16



calendrier politique

● **Du 13 au 26 juin, à la MJC, 6, rue des Alpes, Paris, mairie annexe du Vert Galant, tél. : 932.60.78 :** festival pour tous, expo, animations, spectacles.

● **Vendredi 24 (21 h), à l'église Sainte-Thérèse,** concert de musique ancienne avec l'ensemble Euterpe de Paris, samedi 25 (21 h) gymnase M. Thorez, bal folk avec « L'écho du Bayou ». Expo d'affiches urbaines au centre social Louise Michel, bd. Lénine.

● **Vendredi 24 juin (Montreuil) :** à l'initiative de la Maison populaire et de la revue *Dialectiques*, grand débat, à 20 h 30, sur la place des associations dans le mouvement populaire, démocratie de base, démocratie représentative. Participation de Bruno Trentin, membre de la direction de la CGIL italienne.

● **Samedi 25 juin, lundi 27 et 28, 29 (Deux-Sèvres) :** le clown

nucléaire Jean Kergrist poursuit sa balade antiradiations (cf. *TS* de la semaine dernière) : le samedi 25 à la Maison pour tous de Clou-Bouchet (Niort), le mardi 28 juin (21 h 30) à Moncoutant, le mercredi 29 juin (21 h 30) à Cerizay.

● **Samedi 25 juin (Marpent, près Maubeuge) :** grande fête PSU et Amis de la Terre, de 10 h au petit matin.

● **Samedi 25 juin (La Roche-sur-Yon) :** « 6 h d'information sur l'Afrique du Sud », au centre Saint-Paul, rue Paul Doumer, à partir de 14 h, à l'initiative de la Campagne anti-Outspan, Projection de films, carrefours : situation économique de l'Afrique du Sud, la campagne anti-Outspan : pourquoi le boycott, les investissements français en Afrique du Sud, les mouvements de libération en Afrique australe. Entrée libre.

● **Samedi 25 juin à 20 h dans la grande salle de la Mutualité :** gala de soutien au journal *Révolution-Afrique*, avec François Béranger, les ballets africains Lemba. Entrée : 25 F. Nous rappelons que pour toute solidarité financière, les chèques sont à adresser à G. de Staal, à *Révolution-Afrique*, BP 319, 75525 - Paris Cedex 11.

● **Mardi 28 juin (Paris-18^e, 9, rue St-Brunot) :** à l'initiative de la Campagne anti-Outspan, projection de « la fin du dialogue », suivie d'un débat (20 h 30). La réunion-débat vise à la création d'un comité CAO dans les 9^e et 18^e arrondissements.

● **Samedi 2 et dimanche 3 juillet (Golfech, 82) :** grande fête antinucléaire organisée par la coordination de la région de Golfech (comités écologiques et antinucléaires). Au programme : stands et forums sur l'énergie nucléaire, la centrale de Golfech, les énergies douces, Malville et les

marches de l'été. Films : « Condamnés à réussir » et « Voyage dans les centrales de la terre » ; théâtre : « Monsieur Salsichot ou qui l'uranium enrichit », du théâtre à emporter ; chansons : expression occitane et française, folk. Reste que la fête ça coûte du fric. Ils ne refuseront pas vos « dons » qu'on peut adresser à l'Association toulousaine d'écologie, 2, rue d'Auterac, 31300 Toulouse.

● **Samedi 2, dimanche 3 juillet à Pontivy (Toulboubou) :** 1^{re} fête du vin naturel en Bretagne. Participation et animation des débats par des militants PSU de la fédé bretonne : les luttes pour vivre et travailler au pays « en Bretagne et en Occitanie » ; l'unité populaire et la solidarité entre ouvriers et paysans ; paysans bretons et viticulteurs occitans ; créer et développer les échanges : vins, produits agricoles et de la pêche ; Bretagne et Occitanie en lutte pour leur identité ; l'alcoolisme en Bretagne, pourquoi ?



éditorial

le courant autogestionnaire et les législatives

Il n'est pas dans les habitudes de *Tribune socialiste* de noyer ses lecteurs sous le flot des déclarations officielles du PSU et de sa direction. Mais, lorsque celles-ci peuvent représenter un apport politique important, leur présentation est indispensable, pour que les propositions qu'elles contiennent puissent provoquer un débat dans l'ensemble du courant autogestionnaire.

La gauche peut gagner en 1978. C'est un fait. Mais comment gagnera-t-elle? Les partis signataires du Programme commun, qui représentent l'essentiel des forces électorales, sont-ils aujourd'hui prêts à faire de cette victoire autre chose qu'un changement de gouvernement, nullement négligeable, mais ne provoquant pas de remise en cause du système économique, de la croissance aveugle et anarchique, des rapports sociaux capitalistes? Leur victoire n'aura-t-elle d'effets que superficiels ou bien correspondra-t-elle au mouvement qui agite la société en profondeur et appelle une rupture avec l'ordre des choses existant?

Même avec une longue habitude, il est toujours pénible de constater à quel point les partis de la gauche traditionnelle se trouvent paralysés, stérilisés par le rapprochement des échéances électorales. Ce phénomène est particulièrement frappant aujourd'hui, à la lumière du congrès du Parti socialiste et, de manière plus générale, des prises de position des partis de l'union de la gauche sur des sujets aussi importants que l'Europe et l'énergie nucléaire.

On ne peut que constater avec inquiétude que les grands problèmes qui ont donné naissance depuis dix ans à toute une série de luttes et de mouvements sociaux sont aujourd'hui réglés à la hâte, ou soigneusement mis de côté, par la gauche « réaliste », la gauche « crédible » qui s'éloigne ainsi de plus en plus de sa base sociale au fur et à mesure qu'elle se rapproche du pouvoir. Cette situation recèle de graves dangers.

Le premier est de voir des questions, fondamentales pour l'avenir du socialisme, disparaître du débat politique parce qu'abandonnées ou esquivées par les partis de l'union de la gauche. Le second serait que cet abandon éloigne de la bataille centrale, du combat de classe contre la droite, des militants désabusés par l'attitude inconséquente des signataires du Programme commun, et rendus enclins de ce fait à privilégier, en

termes apolitiques, leurs seuls thèmes d'action. Le troisième, enfin, est celui qui menace en permanence l'extrême gauche comme les mouvements dont l'intervention n'embrasse qu'un secteur défini de la vie sociale : l'éparpillement des interventions et la multiplicité des candidatures, qui aboutissent à leur effacement sur le plan électoral et, en contrecoup, réduisent la portée de leur action militante.

Pour circonscrire ces dangers, il n'existe qu'une seule solution : le rassemblement de ceux qui expriment ce mouvement social profond et ces durs combats « oubliés » par les partis traditionnels. Partisans de l'autogestion, militants engagés dans le combat pour le contrôle ouvrier et populaire, mouvements nationalitaires, écologistes, groupes féministes, tous doivent unifier leur intervention pour imposer le débat et exposer avec une force et un poids accrus leurs propositions.

A tous ceux-là, le PSU propose une discussion, qui pourra aboutir à une campagne et à des candidatures communes dans la majorité des circonscriptions. Il va de soi qu'un tel rassemblement ne peut constituer, ni un cartel d'organisations — comme celui mis en place par l'extrême gauche aux dernières municipales —, ni le prélude à une quelconque fusion organique. La diversité du courant autogestionnaire devra s'y exprimer et y être préservée : c'est ce que devrait traduire la plate-forme de ce rassemblement, en prenant en compte les préoccupations spécifiques de ses participants, tout en l'engageant clairement, sans ambiguïtés, dans le combat unitaire contre la droite, dans la détermination à mener jusqu'au bout la lutte des classes.

Les dernières élections municipales ont montré que ce courant avait une existence politique. Les prochaines élections doivent être l'occasion, pour lui, d'affirmer plus vigoureusement encore son rôle. Cela est possible, si aucune de ses composantes, quelles que puissent être ses illusions à ce sujet, ne cherche (à ses dépens) à le confisquer ou refuse de lier cette affirmation au choix du camp de la gauche, du camp des travailleurs. Oui, cela est possible : et de quelle portée sera, pour l'avenir, l'irruption sur la scène politique de ce mouvement porteur d'une société nouvelle !

François TURQUAN ■

humeur : moi, monsieur...

De gauche ou de droite, allez, c'est bien tous les mêmes, il n'y en a pas un pour racheter les autres. Ils nous font des tas de promesses et puis au bout du compte on est roulé, une fois de plus.

— Vous avez raison il ne faut plus faire confiance aux vieux prophètes, il ne faut pas se faire bercer entre deux totalitarismes, il faut rejeter tous les cléricalismes. De toute façon nous sommes foutus et « ils » le savent bien.

Le nucléaire, cela n'a rien à voir avec la politique, c'est une question de vie ou de mort, c'est tout. Ce n'est pas une question de vote, c'est une question de bon sens.

— Exactement, D'ailleurs ni Marx ni Engels ne font la moindre allusion au problème des centrales nucléaires dans leurs ouvrages. D'ailleurs la classe ouvrière n'est pas la gardienne de la nature et l'écologie n'a pas grand-chose à voir avec la lutte des classes.

C'est vrai cela, l'écologie n'est ni de droite ni de gauche. Il ne faut pas tout mélanger : la politique aux politiciens, l'écologie aux écologistes et les petits oiseaux seront bien gardés. Dès que les hommes politiques touchent à quelque chose ils le salissent : c'est la même chose pour l'écologie. Depuis qu'ils s'en mêlent on ne comprend plus rien. D'ailleurs, s'ils étaient restés tranquilles, je suis sûr que Giscard s'en serait bien mieux occupé : on sent bien que l'écologie, ça le passionne, ce type.

— Effectivement, le libéralisme et l'humanisme de Giscard pouvaient et peuvent encore faire beaucoup pour l'écologie, mais il faut lui laisser le temps de retrouver une certaine paix intérieure, d'inventer un meilleur chemin vers le Dieu qui créa cette nature à protéger.

Je suis content que vous le disiez : on sent que cet homme a des sentiments et que son entourage l'empêche de les montrer, de les mettre sur la plaque publique. Si on le laissait faire, peut-être qu'on n'abattrait plus des

arbres et que l'on arrêterait de construire des centrales. D'ailleurs, ce d'Ornano, vous ne trouvez pas que c'est intéressant ce qu'il dit? Il a l'air sincère?

— Ces libéraux sont plus proches de nous que les hommes de fer de la gauche, parce qu'ils ont conservé quelque chose d'humain. Il ne faut pas abandonner l'écologie à la Révolution.

Mais... l'écologie, on nous dit que c'est révolutionnaire?

— Révolutionnaire, cela ne veut pas dire que l'on fasse la révolution.

Vous me rassurez.

— Il ne faut pas que l'écologie devienne le prétexte à un nouveau goulag, le goulag vert, ce serait le pire de tous.

Tant pis pour la gauche si elle n'a rien compris à ce que veulent les écologistes. Si elle ne proclame pas immédiatement son accord complet avec nous, si elle ne décrète pas l'interdiction des centrales nucléaires, c'est bien qu'elle ne vaut pas mieux que ceux qui sont au pouvoir et qu'il faut la combattre avec la même force.

— Débarrassez-vous de vos dernières sensibilités, ne succombez pas à la tentation, délivrez-vous du mal.

On sait ce qu'on a, on ne sait pas ce que l'on aurait.

— Soyez ferme, rejetez-les a priori, n'ayez pas honte de dire non à ceux qui vous appellent, surtout s'ils ont l'air sincères, surtout s'ils ont l'air d'avoir la plupart de vos atouts dans leur jeu.

Merci, vous me donnez le courage de ne pas être récupéré, j'avais peur d'être de gauche sans le vouloir.

Ainsi plaidaient, au Café du Commerce, le Nouvel Ecologiste et le Nouveau Philosophe avant que Chirac ne les mette d'accord en les grugeant.

C.M. VADROT ■

où va la France ?

congrès du Parti socialiste rendez-vous dans les coulisses

de nos envoyés spéciaux :

Stéphan LYLLAN et Jean-François THORAVAL

Des milliers d'adhérents et de sympathisants ont passé trois jours à Nantes (les 17, 18 et 19 juin) pour participer au congrès du Parti socialiste. Le congrès, se tenant quelques mois avant les élections législatives, on aurait pu penser que le débat politique honorerait les échéances, et qu'à tout le moins il serait à la hauteur des ambitions affirmées. Il n'en a rien été. Ce congrès a été plutôt celui des rendez-vous manqués. Les problèmes du pouvoir ont été escamotés ; le CERES, lui, a raté sa « rentrée politique » ; quant à François Mitterrand, en revanche, il a fait preuve en la circonstance d'une capacité peu commune à imposer son jeu personnel.

La préparation du congrès s'était faite dans les fédérations sur le problème de « la synthèse » entre la motion I, majoritaire, et la motion II, présentée par le CERES. Cette problématique créée de toute pièce par Mitterrand par sa « lettre aux militants » — qui avait été diffusée auprès de l'ensemble des adhérents — a quelque peu déplacé l'enjeu véritable du congrès, fourvoyant ce dernier dans le piège des problèmes organisationnels. Le résultat ? Sections et fédérations ont partout fort peu discuté de la politique que poursuivrait le PS lors de son accession au pouvoir ; autant dire que tous les problèmes afférents à la transition au socialisme ont été soigneusement éludés.

synthèse ou pas

Au sein du congrès lui-même, l'accès à la tribune était soigneusement contrôlé, réservé pour tout dire aux ténors des courants. Puisque le débat s'était fait sur le problème de la synthèse, les militants ayant choisi leur courant, il n'y avait plus de raison de leur donner la parole. Dans ces conditions on comprendra aisément que les interventions n'aient pas servi à alimenter un débat politique mais à supputer la possibilité ou non d'un accord. Une seule intervention a tranché : celle de Rocard. Intervention à plusieurs facettes, au moins deux : l'aspect économique, « raisonnable et responsable » d'une part ; le contrôle des travailleurs, de l'expérimentation sociale, de la décentralisation des pouvoirs d'autre part. Discours qui sans nul doute a dû faire « chaud au cœur » des militants autogestionnaires qui pensaient avoir perdu tout espoir de renouer avec un Rocard qu'on croyait enfermé dans le sérail des possibles dauphins de Mitterrand. Attitude tactique ? Voire.

La manière dont les débats se sont déroulés rendait inévitable l'échec politique du CERES. Christian Pierre, en son nom propre avant la réunion de la commission des résolutions, avait prononcé un discours sage, gommant les différences avec le courant I, se préoccupant constamment de proposer les bases d'un compromis, y compris sur les « points

chauds » : l'Europe, les nationalisations, le mouvement populaire.

Mitterrand n'allait pas manquer de tirer profit de cette situation : alors qu'une majorité de « chefs historiques » se dessinait en faveur d'une synthèse, le premier secrétaire, sortant du silence qu'il avait religieusement observé depuis le vendredi, déclarait à l'ouverture de la commission des résolutions le samedi soir : « Je ne parviens pas à m'intéresser à la question de la synthèse. Pourquoi donc perdez-vous tant de temps à cela ? ».

Ainsi, dans la nuit du dernier jour du congrès, la comédie finissait dans les coulisses : alors que le débat public du congrès et sa préparation dans les fédérations, du fait des déclarations du secrétariat, n'avait porté que sur les problèmes organisationnels, Mitterrand, en une phrase, tranche et impose sa volonté ; et le CERES accepte de se mettre « tout nu », choisissant de disparaître en tant qu'organisation sans aucune contrepartie politique.

le one man show de Mitterrand

Cette manière de se comporter avec les militants on la retrouvera le lendemain dans son discours de deux heures et demie, visiblement davantage destiné aux médias qu'aux adhérents d'un parti qu'il est pourtant supposé représenter. Une chose est claire : François Mitterrand s'est coulé dans le moule gaullien des institutions de la V^e République. Il est soutenu dans cette orientation par ses amis de toujours : les conventionnels, placés aux postes clés de l'appareil et qui voient arriver l'heure d'appliquer leur projet économique ; rationaliser les rouages de l'Etat et réformer l'économie française dans le cadre d'un néo-capitalisme moderniste.

S'agissait-il d'un congrès politique ou d'un « show électoral » à l'américaine ? Telle est la question qu'on était en droit de se poser. Et beaucoup se la sont posée. La réponse est évidente. Dans les coulisses, certains délégués, investis d'un rôle muet tout



Photo AFP

au long des débats, renâclaient sur la manière dont se déroulait le congrès, mais applaudissaient comme un seul homme lors de l'apparition du chef charismatique. François serait-il devenu l'homme providentiel qu'il a lui-même combattu ?

Le CERES a lui-même joué ce jeu : c'est une des raisons de sa défaite ; mais pouvait-on imaginer qu'il se comporte autrement ? A l'évidence non, car sa recherche d'un « renouvellement idéologique » de la gauche socialiste ne s'est pas accompagnée d'une remise en cause des structures et du fonctionnement de la « vieille maison » SFIO ; ce qui explique la ten-

dresse dont ils ont toujours été l'objet, de la part de Guy Mollet, de Pierre Mauroy ou de Gaston Defferre.

Reste une question de taille. Le débat politique peut-il encore s'instaurer ces prochains mois au sein du PS ? C'est peu probable. Les congressistes et l'ensemble des militants n'ont pas eu connaissance des propositions que le PS fera dans le cadre d'un gouvernement de gauche sur les grands problèmes qu'il rencontrera, et pour cause : tout s'élabore et tout se décide au niveau des experts et du secrétariat national.

S.L. et J.-F.T. ■

VACANCES

SOLEIL - MER - RENCONTRES



4 semaines tout compris

GRECE CRETE 1650 F.

MAROC 1550 F.

TURQUIE 1570 F.

ETC... ETC...

toute l'année Week end "Club"

LONDRES 150 F.

AMSTERDAM 80 F.

vols à tarifs préférentiels A.R.

NEW YORK 1220 F.

DELHI 1850 F. NAIROBI 1800 F.

ETC... ETC...

Bon à retourner pour documentation gratuite

INTERNATIONAL ADVENTURE

28 rue Bezout 75014 PARIS 707-41-22 337-68-48

Nom _____

Adresse _____

nogent-sur-seine l'EDF choisit l'aventure

Festival antinucléaire cet été. Les orléanais donnent le coup d'envoi ce samedi 25 juin avec une grande fête. Pour que le Val-de-Loire ne devienne pas le Val du nucléaire. Les rassemblements de Gravelines, de Palluel, la marche sur Nogent préluderont aux longues marches de l'été vers le site de Malville où se jouera la bataille décisive contre le tout-nucléaire que promet le surgénérateur super-Phénix. Plus tard, il y aura aussi la rencontre de Chalons, le 27 juillet, sur la route de Malville, et la fête des antinucléaristes de Flammanville, dans le Cotentin, le 14 août. Ouf ! Avec toutes ces marches on va se refaire la santé. ■

Dominique Lalanne, chercheur au laboratoire d'accélération linéaire d'Orsay, signataire de l'appel des scientifiques contre le programme électronucléaire témoigne.

Question — Comment se situe la centrale de Nogent dans le programme électronucléaire ?

Dominique Lalanne : Nogent-sur-Seine est un des sites qui doit être mis en place entre 1980 et 1985. EDF prévoit 4 réacteurs de 1 000 mégawatts avec des tours de refroidissement de 150 m de haut. Il faudra pomper 16 m³ d'eau par seconde dans le fleuve, ce qui est supérieur à son débit d'été. Cette situation implique une modification complète du

réseau hydrographique. EDF envisage tout un système de barrages pour régulariser le cours de la Seine.

Quel est le type de la zone d'implantation de la centrale de Nogent ?

D.L. : C'est une zone agricole, mais le problème n'est pas tant celui de la surface au sol qui n'est pas considérable que celui des risques pris sur toute la nappe phréatique (nappe souterraine qui alimente les sources) de la région parisienne où vivent près de 10 millions d'individus. Cela met en danger toute l'écologie hydraulique de la région, le risque est considérable. Il y a bien sûr également tous les autres risques qui sont ceux de toutes les centrales nucléaires.

Quels sont-ils ?

D.L. : En terme de sécurité, on a peu d'expérience de ce type de centrale (PWR), du moins sur celles de

cette taille-là, ce qui implique toutes sortes de risques d'accidents sur lesquels on a fait l'impasse. La santé des populations avoisinantes et de la région est mise en cause. Sans entrer dans le détail, on peut donner quelques exemples. Il peut y avoir des ruptures de la cuve de la centrale, compte tenu de la pression interne (15 fois la pression atmosphérique) et de l'épaisseur de la cuve qui rend difficile voire impossible une surveillance régulière de la qualité du métal. Une cuve peut se fendiller sans qu'on s'en rende compte et la faille peut atteindre une dimension critique qui conduise à une déchirure brutale. Son contenu se disperse alors dans l'environnement !

La deuxième impasse se situe au niveau du système de sécurité prévu en cas de rupture d'une canalisation du système primaire qui arrive au cœur du réacteur. Si cette canalisation casse, il est prévu d'envoyer une douche froide au réacteur. A chacun de ces essais effectués ce système n'a pas fonctionné et n'a pas été capable de refroidir suffisamment le réacteur pour éviter que l'accident ne prenne une mauvaise tournure ; il ne fonctionne donc pas actuellement en pratique.

Mais il y a bien d'autres problèmes non résolus au niveau de l'ensemble du cycle combustible. Les principaux se situent lors du retraitement des matériaux irradiés. On ne sait pas ce que l'on fera d'une telle masse de déchets. Les problèmes de stockage et d'élimination sont gigantesques et ne sont pas résolus à l'échelle industrielle. Par ailleurs EDF a décidé froidement de rejeter tout le krypton radioactif dans l'air et tout le tritium dans l'eau qui sert au refroidissement des centrales (dans la Seine pour Nogent) ; on les rejette malgré leur radioactivité parce qu'on ne sait pas actuellement les fixer... D'un bout à l'autre de la chaîne de production il y a toute une série d'impasses, par exemple le plutonium qui est rejeté en mer est fixé sur les poissons et revient ainsi dans le cycle alimentaire ; bien sûr on fera des études

mais plus tard pour constater les catastrophes, c'est l'aventure complète !...

Extraits de la Gazette du coin, n° 0, 26, rue d'Est.-d'Orves, 91370 Verrière. ■

77 : RADIATIONS DE DROITE

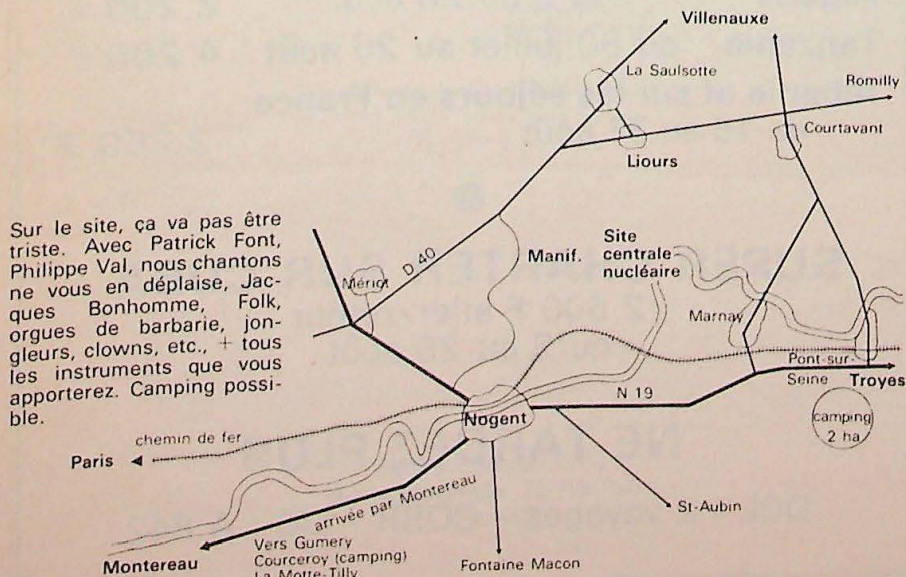


78 : RADIATIONS DE GAUCHE

C'EST LA LUTTE FINAÏÏÏLE...



Nogent : à pied, au cheval ou au voiture : suivez le Guide !
Nogent, c'est à 110 km de Paris. Peu de trains. En car ça fait deux heures de route maxi. Des rendez-vous sont prévus, mais il reste peu de places (voir la liste ci-dessous). Retardataires, tél. au PSU, Féd. de Paris, 566.45.37. Si on va en voiture. Deux itinéraires possibles : par la N5, puis à Montreuil par la D411, par la N19 jusqu'à Maizy-Rouge et la D411 jusqu'à Nogent -



Sur le site, ça va pas être triste. Avec Patrick Font, Philippe Val, nous chantons ne vous en déplaise, Jacques Bonhomme, Folk, orgues de barbarie, jongleurs, clowns, etc., + tous les instruments que vous apporterez. Camping possible.

**VENDREDI 24 JUIN
A 20 H 30**

La Maison Populaire de Montreuil présente :
LUTTES - DEMOCRATIE - MOUVEMENT POPULAIRE

**DEBAT AVEC
BRUNO TRENTIN**

(secrétaire National de la CGIL et la revue *Dialectiques*.)

- la place des Associations dans le mouvement populaire.
- Démocratie de base - Démocratie représentative.
- Démocratie et luttes.

un exemple : LA SITUATION EN ITALIE en 1977 suivi d'une partie artistique avec :

IVAN DELLA MEA

- chants sur la situation politique en Italie.
- chansons milanaises.

Renseignements : Maison populaire. Tél. 287.08.68.

la parole à

René Dumont :

« l'écologie est loin à gauche de la gauche »

T.S. : Le titre de votre dernier livre « Seule une écologie socialiste », donne à réfléchir. Que signifie-t-il ? Que le socialisme sera écologique ou ne sera pas ?

René Dumont : C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé un peu tardivement dans ma vie il est vrai. Pour apercevoir dans toute son ampleur la

gauche, mais dites-vous, « loin à la gauche de la gauche ».

R.D. : Nous sommes pour une société tellement différente, nous exigeons des hommes une discipline tellement différente... La gauche est en train de promettre, si elle arrive au pouvoir en 1978, que la croissance reprendra, que le niveau de vie s'élè-



Photo Françoise Claire

gravité des menaces qui pèsent sur nous, il a fallu attendre 1970, ensuite les conclusions du club de Rome et le colloque des Nations Unies sur l'environnement, en 1972, à Stockholm. Là, on a vraiment compris que le monde était menacé de disparaître s'il ne se ralliait pas à un certain nombre d'impératifs écologiques : l'épuisement des ressources rares de la planète, la pollution insoutenable de l'air et des eaux, et les menaces d'altération de nos climats...

T.S. : Vous ne voulez être identifié avec rien d'autre que l'écologie ; vous êtes à

vera, toutes choses qui me paraissent mensongères ; parce que, même si la gauche voulait le faire, elle ne pourrait pas le faire. Jamais la France ne pourra dans quelques années acheter les 115 millions de tonnes de pétrole qu'elle achète aujourd'hui. Gouvernement de droite ou de gauche, le prix du pétrole va atteindre des niveaux tels qu'il sera prohibitif. La gauche fait, par conséquent des promesses qu'elle ne pourra pas tenir. Nous, nous promettons du sang, de la sueur et des larmes, comme Churchill pendant la guerre ; nous promettons une austérité hors de laquelle il n'y a pas de salut ; parce qu'actuellement une grande partie de notre prospérité vient de notre pillage du tiers monde et que nous réclamons que cesse ce pillage. J'ai beaucoup apprécié le livre de S.C. Kolm sur les transitions socialistes parce qu'il a su montrer les dangers de ces promesses imprévoyantes (1).

T.S. : Chemin faisant, vous ne manquez pas de faire effectivement un certain nombre de critiques, de réserves — plutôt sérieuses — à l'égard des grands partis de gauche et singulièrement à l'égard du Parti socialiste. Qu'est-ce qui justifie, à l'égard de ce dernier votre sévérité ?

R.D. : Le PS est, évidemment, un parti composite dans lequel il y a « à boire et à manger » — je veux dire qu'il y a de tout. J'ai une certaine sympathie pour un certain nombre d'éléments. Mais en aucune manière une sympathie personnelle ne peut déterminer une attitude vis-à-vis de la politique d'un parti. Une partie du PS avec Charles Hernu a repris les critiques contre les écologistes, les taxant de « réactionnaires ». Quand il y a eu la marche pacifiste de Metz à Verdun,

l'an dernier, Hernu a parlé de « zigotos »... Je vous laisse juge. On peut ne pas être totalement d'accord avec les pacifistes... de là à les insulter, c'est une position qui me paraît difficilement défendable.

T.S. : Il est beaucoup question, dans votre livre, des rapports de l'écologie et du socialisme. Peu de l'écologie et de l'autogestion. En un sens on pourrait dire également que le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas.

R.D. : Naturellement.

T.S. : Ce qui pour vous recouvre la même réalité ?

R.D. : L'écologie et l'autogestion se complètent, mais ne recouvrent pas la même problématique. L'autogestion c'est une manière de gérer l'économie en la faisant gérer par les travailleurs. Or, les travailleurs seuls ne doivent pas gérer l'économie parce qu'ils ne défendront pas forcément l'intérêt général. On pourrait avoir des ouvriers qui gaspillent toutes les ressources rares de la planète, qui gaspillent l'énergie.

T.S. : Que nous sachions, l'autogestion ne se réduit pas à la définition que vous en donnez. C'est aussi une manière de produire autrement.

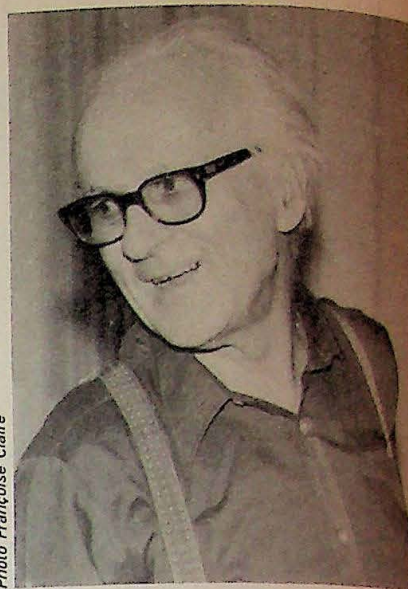


Photo Françoise Claire

R.D. : C'est aussi une manière de produire autrement. Mais pas forcément les choses qui sont les plus désirables du point de vue de l'économie générale, du point de vue du respect du milieu naturel. Pour résumer nous nous trouvons en présence de deux formules : l'une qui permet la participation des hommes au travail — et nous les écologistes nous la réclamons ; mais nous réclamons autre chose : une civilisation à base de consommation d'énergie. C'est notre credo fondamental. Cela n'est pas inclus dans l'autogestion. L'autogestion n'a pas dit : nous allons épargner de toutes les manières les dépenses d'énergie.

Propos recueillis par José SANCHEZ ■

(1) Cf. TS N° 741 notre interview de S.C. Kolm, à propos de son ouvrage, La transition socialiste, Paris, Le Cerf, 1977.

RENÉ DUMONT

seule
une écologie
socialiste...

ROBERT LAFFONT

René Dumont, *Seule une écologie socialiste*, Paris, Robert Laffont, 1977, 288 p., 39 F. Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

IL RESTE ENCORE QUELQUES PLACES SUR :

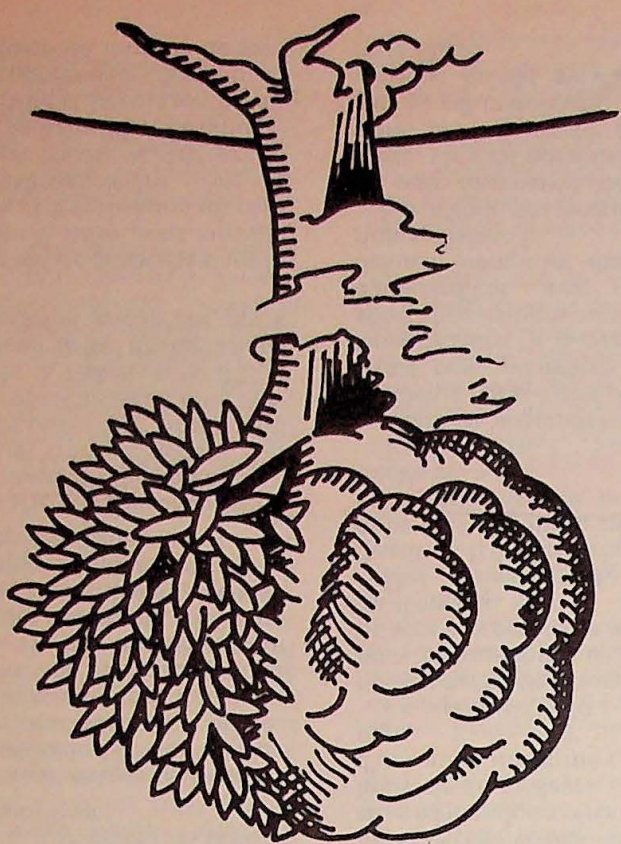
Italie du Nord	du 7 au 28 août	1 960 F
Grèce	du 7 au 28 août	2 350 F
Yougoslavie	du 8 au 28 août	2 350 F
Suède	du 8 au 28 août	2 460 F
Colombie	du 8 août au 5 septembre	5 200 F
Algérie	du 8 au 28 août	2 200 F
Tanzanie	du 30 juillet au 26 août	4 200 F
Albanie et sur les séjours en France	du 15 au 31 août	2 250 F

SUPER CHARTER SUR CUBA

2 500 F aller/retour
du 3 au 25 août

NE TARDEZ PLUS

DCL - Z voyages - CORR - LIC : A 842



CROISSANCE ET ENERGIE



formes d'énergie (hydraulique, par exemple).

Il est probable que si, à la fois, les problèmes d'emploi, de conditions et de charge de travail n'avaient pas été convergents, une position à la fois cohérente et commune aurait été autrement difficile à élaborer. On peut comparer notre position actuelle à la difficulté que nous avons connue, concernant la force de frappe, autre activité du CEA : il n'y avait alors, pour s'opposer à ce type « d'activité » que la démarche confédérale, et cette position était difficilement comprise par les adhérents du syndicat, sans parler des travailleurs pour qui la force de frappe était équivalente à :

- des salaires un peu plus élevés,
- des conditions de travail plus agréables,
- la stabilité de l'emploi.

Encore faut-il dire que nous sommes les seuls au CEA à contester le « progrès » que représente

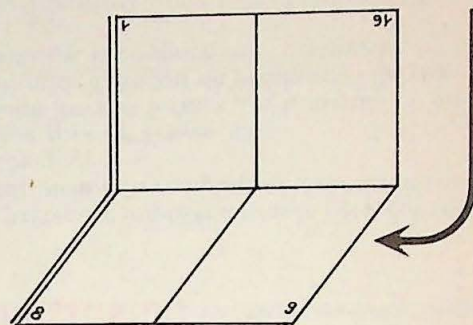
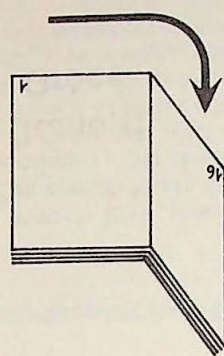
l'énergie nucléaire. Pour d'autres, c'est la solution d'avenir : il suffit d'aménager le capitalisme pour rendre le nucléaire vivable, ou bien de faire de l'atome « socialiste », voire simplement nationalisé, pour que les problèmes s'effacent. Nous ne le croyons pas : nous pensons que seul le contrôle des travailleurs sur l'objet et les conditions de leur travail peut être garant de ce qui sera une solution « d'avenir » (1).

Une conclusion s'impose : la lutte contre le nucléaire entre dans la lutte contre le capitalisme. Elle doit se faire avec tous ceux qui luttent contre le capitalisme.

Réciproquement, on ne mènera pas de bataille anticapitaliste en acceptant le programme électronucléaire actuel. Pas plus qu'en acceptant la logique de la croissance capitaliste...

(1) CFDT, Les dégâts du progrès, éd. du Seuil, Coll. « Politique ».

Parti socialiste unifié
9, rue Borromée, 75015 Paris
Prix : 2 F



3 - la question de la croissance

3.-1. — Poser la question « à l'endroit ».

On l'a vu : un même rythme de croissance peut demander, selon la façon dont il est obtenu, des rythmes très différents d'augmentation de la consommation d'énergie. « Une autre croissance » est donc possible.

Mais cette réponse ne suffit pas. Nous avons tant vécu sur le mythe des bienfaits de la croissance accélérée de l'après-guerre que nous avons fini parfois par croire que « la » ou « une » croissance était indispensable au progrès social. Puis, bien avant la crise économique, le chômage a gagné du terrain, pendant que les travailleurs contestaient vigoureusement la dégradation de leurs conditions de travail. Enfin, devant la crise, des voix se sont élevées pour dire qu'il fallait arrêter la

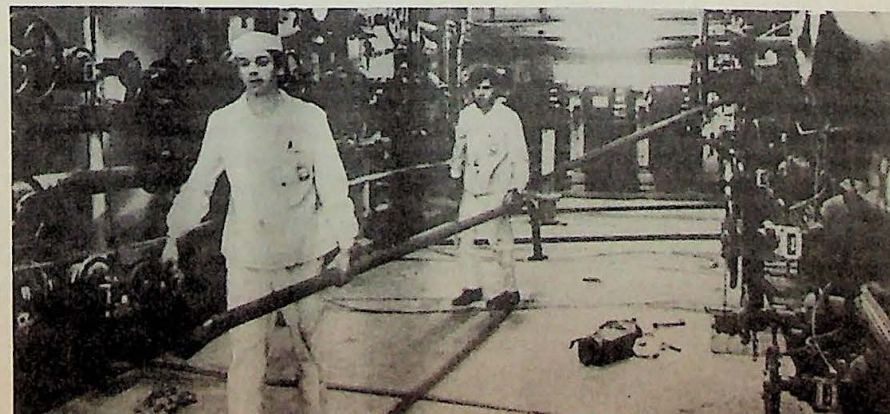
croissance : « croissance zéro », pendant que d'autres prônent le retour à des rythmes rapides.

Ainsi posé, le débat est sans fin. Et sans intérêt. Il ne s'agit pas de dire : nous choisissons telle croissance et nous regardons ensuite ce que nous pourrions en tirer, mais : voilà les progrès que nous voulons, et nous en déduisons le type d'activité économique nécessaire. Ce qui entraîne deux types de questions :

• Que produire, comment produire, où produire ?

• Et derrière, cette autre question : comment vivre, dans quelle société ?

Les résultats de l'activité économique ne se mesureront alors pas tant à des quantités d'objets produits multipliées par leur prix sur le marché, mais par le degré auquel auront été satisfaits les objectifs correspondant à chacune de ces questions.





que capitaliste : rentabiliser à tout prix les investissements énormes qui doivent être réalisés, c'est-à-dire, limiter l'emploi mais surcharger de travail et déqualifier au maximum les travailleurs indispensables ;

● elle se fait forcément au détriment d'une source d'énergie grosse consommatrice de main-d'œuvre : le charbon, et par la dispersion d'équipes spécialisées dans d'autres

● elle se traduit par un désengagement de l'Etat au profit du secteur privé, ce qui pose des problèmes d'emploi pour ceux qui, au CEA, sont impliqués dans les programmes d'étude et de développement ;

● elle se fait dans la meilleure logique

● l'accélération du programme électronucléaire se traduit par une aggravation des conditions de travail de ceux qui sont pris dans le cycle du combustible ;

Bien qu'il ait demandé deux ans et qu'il se soit agi d'une prise de position syndicale à faire entrer dans la vie de tous les jours, l'accord a été relativement facile à trouver, au CEA bien sûr, mais aussi avec nos camarades des autres secteurs de l'énergie (Électricité et Charbon-nages en particulier). Il faut dire que le CEA était sensibilisé à plusieurs problèmes.

Or cette logique-là, outre qu'elle pèserait sur les investissements énormes (textile, sidérurgie, etc.), centre impérialiste de biens d'équipement et achats de produits importés (acier, sidérurgie, etc.).

● elle se fait forcément au détriment d'une source d'énergie grosse consommatrice de main-d'œuvre : le charbon, et par la dispersion d'équipes spécialisées dans d'autres

quelle énergie ? pour quelle croissance ?

Le PSU s'est prononcé — voilà bientôt trois ans — pour l'interruption complète du programme électronucléaire français.

Rappelons brièvement les raisons de cette opposition :

● une technique encore mal maîtrisée, appliquée selon des normes de rentabilité draconiennes, provoquant une escalade dans l'inconnu (surrégénérateurs) : le risque pour la santé et la vie des travailleurs du nucléaire, des habitants, de leurs descendants, est incalculable. On ne peut le comparer à aucun autre progrès technique antérieur ;

● un choix effectué sous la pression de multinationales (Westinghouse), de capitalistes français surtout préoccupés d'imposer leur production au tiers monde (Creusot-Loire, Alstom), et de la technocratie d'Etat (EDF). Aucun débat démocratique sur une question engageant notre avenir ;

● l'engagement de la société dans la voie opposée à celle pour laquelle nous luttons. La réalisation du programme électronucléaire, c'est la centralisation encore accrue par le gigantisme, la hiérarchisation poussée par la taille et la complexité du système, l'oppression développée par la nécessité de moyens de sur-

veillance, des travailleurs et des populations, qui sera justifiée par les problèmes de sécurité.

Pourtant, un problème nous est posé. Nous vivons une profonde crise économique. Près de deux millions de travailleurs sont victimes d'une autre insécurité : celle de l'emploi.

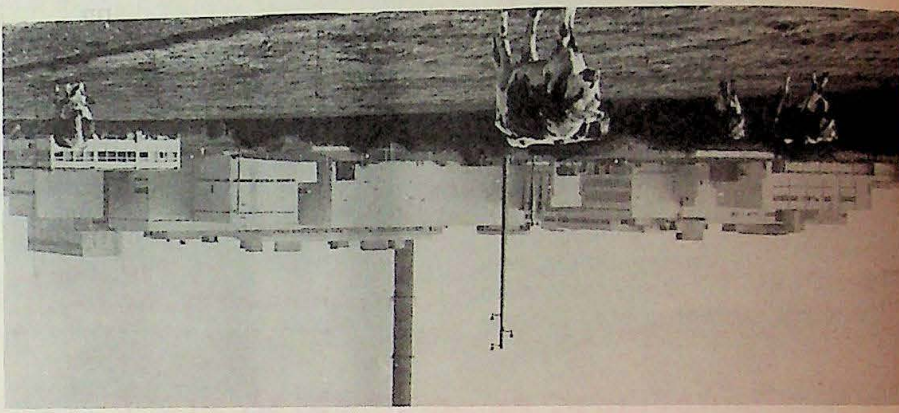
Le pouvoir dit : « Avec le nucléaire, nous assurons l'avenir ; nous garantissons que la croissance ne sera pas perturbée par une pénurie d'énergie. »

Des dirigeants de la gauche disent : « Il faut être responsables. Il nous faut rétablir la croissance. On ne le fera pas sans faire appel au nucléaire. »

Est-ce vrai ? Sommes-nous condamnés à prendre le risque des accidents radio-actifs et du totalitarisme pour permettre aux travailleurs de sortir de la crise ? Ou, à l'inverse, devons-nous sacrifier leur sort d'aujourd'hui aux libertés de demain, conquises dans l'autogestion socialiste ?

S'il n'était pas possible de sortir de cette alternative, ce serait l'impasse. Or c'est possible. C'est nécessaire. Et c'est urgent. Si demain la gauche est majoritaire, il serait dramatique qu'elle ne s'attelle pas à cette tâche.

Qu'est-ce que la croissance ?



C'est l'augmentation, constamment renouvelée, des biens produits et des moyens de les produire.

Des biens produits : la croissance augmente le nombre de biens qui sont proposés à la consommation immédiate. Elle doit donc adapter aussi les revenus, les prix et les quantités produites (la cause la plus fréquente des crises est l'augmentation de la difficulté de réaliser cette adaptation).

Mais ce que ne dit pas la « croissance », c'est :

- si les conditions de travail se sont améliorées et pour qui ;
- si les inégalités de situation se réduisent ou s'accroissent ;
- si la valeur des biens produits est supérieure ou inférieure (on ne mesure que leur prix : pas leur qualité, leur utilité, leur durée).

Des moyens de les produire : en produisant davantage, on crée les moyens de produire encore davantage (accumulation du capital). Ainsi une logique capitaliste conduit-elle à faire de la croissance une fin en soi : la croissance pour la croissance.

Ce que ne dit pas la croissance, c'est :

- qui possède le capital accumulé grâce au travail des hommes ;
- qui décide de ce à quoi il va servir ;
- ce qu'il a fallu détruire pour le créer (et notamment le « capital naturel » : l'air, l'eau, l'espace, etc.).

conclusion

Pour le PSU, il ne s'agit pas de prétendre imposer à tous la perspective future d'un certain mode de vie, d'en haut, même en remplaçant les contraintes « économiques » par des soucis « écologiques ».

Il s'agit que tous prennent conscience de l'essentiel :

1. — Les choix « techniques » sont liés aux formes de « pouvoir ». L'autogestion est inséparable d'une révolution de la façon de produire et de vivre (rupture avec le gigantisme, la spécialisation, la coupure ville/campagne, le pouvoir des « technostructures », etc.).

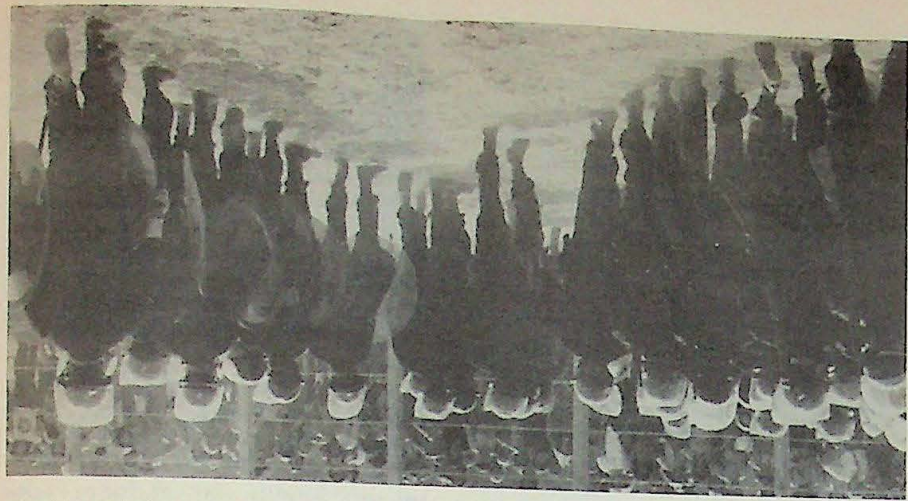
2. — C'est ici et maintenant qu'il faut envisager le problème de l'an 2000 et ne pas repousser les échéances pour des réponses à court terme qui, comme l'acceptation du nucléaire, détermineraient lourdement l'avenir.

3. — Il s'agit d'un enjeu majeur de la lutte des classes. Ce qui est en cause, au niveau intérieur, c'est la capacité des travailleurs à conquérir la maîtrise de leur destin. Au niveau international, la question de savoir si l'on joue le jeu impérialiste, ou si l'on crée des rapports nouveaux susceptibles de contribuer à une réelle émancipation.

4. — Les choix : des priorités, de la croissance, doivent être démocratiques. Il faudra commencer tout de suite. Au moratoire sur le nucléaire, un gouvernement de gauche devra associer une réelle consultation sur les décisions les plus urgentes, notamment sur le plan énergétique.

Pour en savoir plus :

- « Electronucléaire et développement capitaliste », *PSU-Documentation* n° 103-104-105. 6 F.
- « Electronucléaire : le PSU accuse ! », *PSU-Documentation*, nos 116-117-118. 6 F.
- « Le Nucléaire contre l'Alsace », Thierry Jund, collection « points chauds », éd. Syros. 18 F.
- Brochure : « Le PSU et le nucléaire », (Résolution du X^e Congrès du PSU). 1,50 F.



Les existents... précisément dans les aspirations et revendications ouvrières et populaires, qui dessinent déjà les axes de ce qui est possible :

● la revendication d'un emploi pour tous » est cohérente avec celle d'une baisse de la durée du travail, des cadences. Elle permet une meilleure utilisation de l'appareil productif, la production d'objets plus durables.

● l'amélioration des conditions de vie est possible sans inflation, en combattant les inégalités de revenus, en développant largement les services collectifs de préférence aux solutions individuelles.

● la volonté de « vivre et travailler au pays », la préservation du cadre naturel d'existence, son accessibilité pour tous, sont liées aux aspirations de chacun à un réel contrôle sur l'environnement (de la société comme du territoire) et même à les prendre directement, au refus de la centralisation.

On peut en citer d'autres. C'est là-dessus que peut se construire le projet d'une société différente, et à partir de la seule manière de la définir : miner le niveau et les modalités de la croissance — y compris les modalités énergétiques.

C'est ce dont le PSU veut débattre à l'occasion de sa campagne « vivre, produire et travailler autrement ».

3.-2. — Les éléments de réponse (1).

Ainsi, entre les énergies supplémentaires et les économies d'énergie, une marge de manœuvre importante existe. Elle permet de proposer des choix à la collectivité : car, d'un côté, plusieurs énergies supplémentaires peuvent poser un problème social (hydraulique, charbon « national ») ou de commerce extérieur (charbon importé, gaz) ; d'un autre côté, les économies supposent de nouveaux investissements.

Mais c'est possible. Et cela permet une action vigoureuse pour la satisfaction des revendications, une hausse rapide des bas revenus, etc.

Ajoutons, pour préparer la phase suivante, le développement de la recherche (2).

4.-3. — Dans la perspective de la transition socialiste.

● L'abandon de la centralisation, passe entre autres, par une production décentralisée (sous réserve, pour l'électricité, d'accords d'échange entre régions et donc de connexions des réseaux).

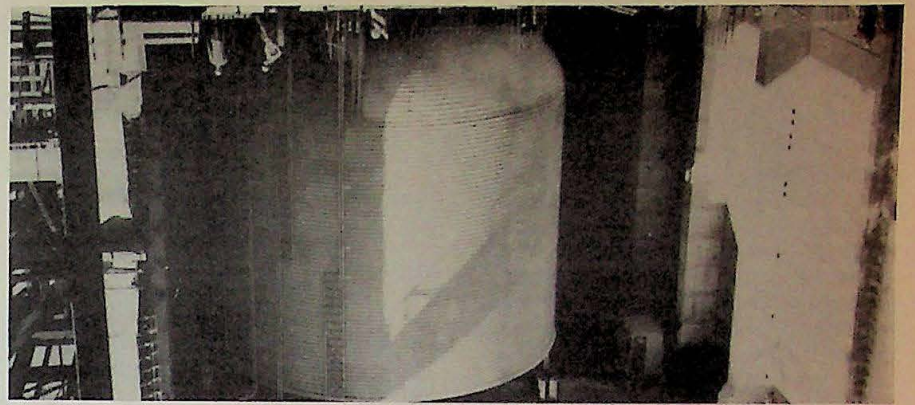
● Une réduction des grandes unités de production où les « déséconomies d'échelle sociale » l'emportent largement sur les « économies d'échelle à la production », ce qui devrait fortement limiter les transports de marchandises : il s'agit d'envisager au plan régional une certaine complémentarité des activités et donc un tissu agricole/industriel/services, relativement complet, seul à même de résoudre la question de

fond de l'emploi (nécessaire mobilité inter-branches, dans le cadre d'une sécurité locale ou régionale de l'emploi)... sans parler de la possibilité d'un contrôle social non bureaucratique.

● Politique mondiale de l'énergie (dont les bases pourraient être au moins posées à l'intérieur d'un nouveau bloc géopolitique à construire) : décentralisation/coopération au niveau des centres de recherche — notamment sur l'énergie solaire qui est plus utilisable dans les pays disposant d'un fort ensoleillement, programmation des échanges sur quelques grandes matières premières énergétiques : charbon, pétrole, gaz, etc.

(1) Il ne s'agit pas là d'un développement exhaustif. Une brochure spéciale de cette série sera consacrée à ce sujet.

(2) Notamment sur les énergies nouvelles. Cela n'exclut pas la recherche sur les applications civiles du nucléaire. Un jour peut-être le problème se posera en des termes nouveaux (question à discuter).



la consommation d'énergie par rapport aux économies possibles ;

● il vise à renforcer la présence sur le marché mondial, et notamment celui des pays du tiers monde, des industries qui lui sont liées.

● Il entre bien ainsi dans la logique de la réponse capitaliste à la crise : relancer l'accumulation du capital (pour elle-même en quelque sorte), fabriquer des besoins avant même les biens pour les satisfaire, « redéployer » basé sur l'abandon relatif du moteur qu'a constitué l'élevage du pouvoir d'achat et son remplacement par l'exportation d'industries dans les pays pauvres à main-d'œuvre surexploitée et sous-payée : fourniture par les pays du

Quatre constatations s'imposent en ce qui concerne le programme français :

● il a comme premier effet d'ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie de biens d'équipement sans que le « bilan énergétique » (quantité d'énergie nécessaire à la réalisation des centrales comparée à celle qu'elles produisent) soit positif (avant longtemps) quatre centrales sont nécessaires pour faire fonctionner le chaînon d'enrichissement du Tricastin) ;

● il implique à terme (5, 10 ans) une reconversion des systèmes de chauffage avec les nouveaux marchés qui en résultent ;

● il repose sur la priorité donnée à

2 - une réponse capitaliste à la crise

1 - de faux arguments

L'argument central du pouvoir pour justifier son programme est le suivant : à échéance de 1985-1990, il faut avoir reconverti la production et la consommation d'énergie au détriment du pétrole ; sans une telle reconversion, la demande ne pourra être satisfaite.

S'il est juste, l'argument est de poids. Or, on va voir que **même en se plaçant dans l'optique habituelle de la croissance** (c'est-à-dire en admettant provisoirement une forte augmentation de la production comme un objectif), cet argument est fallacieux.

1.-1. - Demande d'énergie, niveau de vie, croissance

Il n'y a pas de relation automatique — du moins pour les pays déjà très avancés dans l'industrialisation — entre la demande d'énergie et le niveau de vie, entre la croissance énergétique et la croissance tout court.

● La Suède consomme deux fois moins d'énergie par habitants que l'Amérique du Nord, et pourtant les niveaux de vie (moyens) sont considérés comme analogues.

● De multiples études ont montré qu'on pouvait atteindre les mêmes niveaux de production avec des taux

de croissance énergétique variant de 4 % par an à... 0.

● En France, même les « experts » officiels adaptent curieusement leurs calculs à la conjoncture... ou aux retards du programme nucléaire. Au début du programme, il fallait selon eux 5,5 % de croissance de la consommation énergétique par an (6 % de 1950 à 1973). Aujourd'hui, il n'en faudrait plus que 3 %...

Le rapport financier du Energy Policy Project de la Fondation Ford décrit trois scénarios possibles pour l'avenir énergétique de l'Amérique :

● poursuite de la croissance énergétique au taux de 3,4 % par an. Ceci suppose un important effort technique, économique et l'intervention massive du gouvernement ;

● croissance énergétique de 1,9 % par an. Même production de biens et services, mais récupération et économies d'énergie. Les investissements nécessaires sont bien inférieurs ;

● croissance énergétique zéro. Stabilisation au niveau de 1990. Le scénario implique un changement de mode de vie. Le PNB reste le même ; les investissements sont encore plus faibles et le niveau de l'emploi meilleur !



a) La question ne doit pas être envisagée du seul point de vue énergétique. Ce qui vient d'être énoncé ne supprime pas qu'on en consommera : plus ou moins, mais on en consommera. Comme nous revendiquons l'arrêt total du programme, nous devons bien préciser par quoi le nucléaire peut être remplacé.

4-1. - Nécessité d'une alternative énergétique.

Même dans l'hypothèse d'un développement économique et social dans le tiers monde qui ne suive pas la voie capitaliste, il faut prévoir une élévation sensible de la consommation par tête dans ces pays. En conséquence, le pétrole

C'est celui qu'un gouvernement de gauche devra mettre en place pour compenser l'arrêt du programme nucléaire sans compromettre les autres éléments de sa politique. Alors que le programme gouvernemental prévoit un peu plus de 50 Mtep supplémentaires en 1985,

4-2. - Un plan énergétique d'urgence.

Il y a donc une alternative « d'urgence » et une alternative à plus long terme. Il y a donc une alternative « d'urgence » et une alternative à plus long terme. Il y a donc une alternative « d'urgence » et une alternative à plus long terme.

b) Les évolutions qualitatives au niveau du mode de vie et de production, même engagées rapidement, n'auront que des effets progressifs sur le niveau de l'énergie consommée. La nécessité de répondre à des revendications immédiates et essentielles (relèvement des bas salaires) aura pour contrepartie une augmentation de la consommation d'énergie par les couches sociales concernées, même si ce relèvement s'accompagne d'une réduction des revenus des couches plus aisées.

4 - quelle alternative ?

grâce au nucléaire, il est possible de parvenir au même objectif (qu'on peut considérer comme maximum) par une croissance beaucoup plus

faible de l'énergie consommée, faisant appel à d'autres ressources que le nucléaire et le pétrole, grâce à des économies d'énergie.



Les énergies supplémentaires qu'on peut mettre en œuvre (1985)

• Equipements hydrauliques supplémentaires	6,0 Mtep
• Energie solaire (phase expérimentale)	0,5 Mtep
• Energie éolienne	0,5 Mtep
• Gaz naturel	2,0 Mtep
• Charbon : revenir au niveau de 1969	13,0 Mtep
• Végétaux (paille notamment)	5,0 Mtep
Total	27,0 Mtep

soit la moitié des 55 Mtep. Or l'autre moitié est inférieure aux économies réalisables :

• Par l'arrêt du programme nucléaire	5,0 Mtep
• Dans l'industrie	20,0 Mtep
• Dans les transports	14,0 Mtep
• Dans le logement, l'urbanisme, le secteur tertiaire	21,0 Mtep
Total	60,0 Mtep

Les vraies raisons sont ailleurs. L'électricité par le nucléaire. Mais il est malhonnête de justifier à la fois le nucléaire par l'électricité et l'électricité par le nucléaire.

Or il faut remarquer que : une place très faible est réservée aux énergies nouvelles (solaire, géothermique) alors que celles-ci peuvent jouer un rôle important pour le chauffage à l'horizon 1985, et plus large à l'horizon 2000 ; la régression du charbon se poursuit alors que c'est dans ce

Or il faut remarquer que : une place très faible est réservée aux énergies nouvelles (solaire, géothermique) alors que celles-ci peuvent jouer un rôle important pour le chauffage à l'horizon 1985, et plus large à l'horizon 2000 ; la régression du charbon se poursuit alors que c'est dans ce

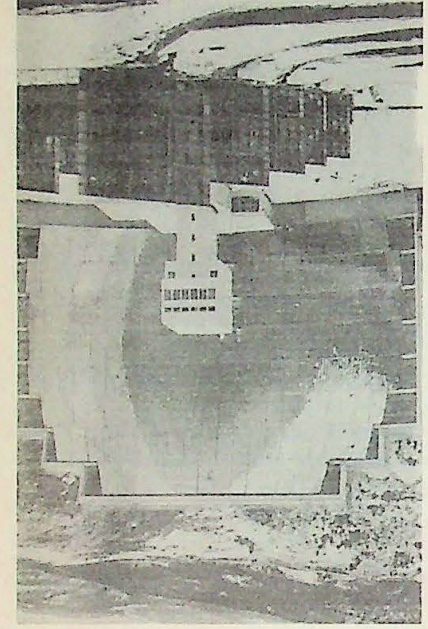
Energie primaire consommée 1973 1985

Charbon	17 %	11 %
Pétrole	66 %	42 %
Gaz	9 %	17 %
Nucléaire	1 %	23 %
Hydraulique	7 %	6 %
Energies nouvelles	0 %	1 %

La baisse importante de la part prise par le pétrole (qu'on justifie par les limitations des réserves, mais aussi parce qu'on préfère dépendre des Etats-Unis pour les matières fissiles que des pays producteurs de pétrole) est contrebalancée par la production d'électricité à base de combustible nucléaire.

1-3. - ... et le « tout-nucléaire »

même chauffage coûte deux fois plus d'énergie primaire selon qu'il est électrique ou directement au fuel. C'est le gaspillage organisé.

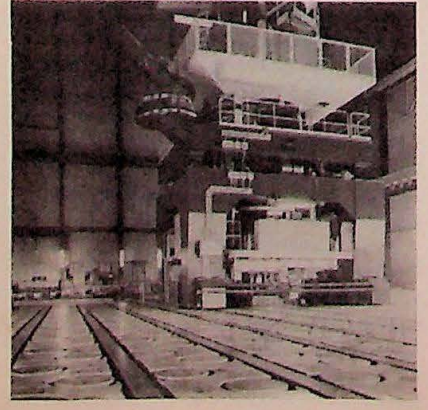


En fait, tout dépend de choix opérés dans d'autres domaines :

- Plus ou moins d'économies pour la même production industrielle, et des conditions de réalisation de celle-ci (mécanisation, automatisation, etc.).
- Plus ou moins d'économies pour le même niveau de vie : logement (isolation, chauffage, éclairage), nature de l'équipement ménager, priorités en matière de transports, tant de marchandises que de voyageurs.

1-2.-Le « tout-électrique »...

Le programme électronucléaire s'appuie sur la prévision d'une très forte progression de la part prise par l'électricité dans la consommation finale d'énergie (allant jusqu'à 50 % de la consommation finale en l'an 2000).



Cette progression spectaculaire correspond à une double évolution :

- Le recours au « tout-électrique » pour le logement, orchestré par une fantastique campagne publicitaire de l'EDF au début des années 70 (atténuée depuis d'ailleurs) : EDF a créé elle-même une partie de la demande.
 - Mais ce n'est pas seulement le tout-électrique dans les logements neufs qui explique une telle évolution. Il y a diminution du fuel-oil domestique et du fuel lourd industriel actuellement consommés. Ce qui est sous-jacent au programme électronucléaire, c'est le remplacement avant usure de nombreuses installations de chauffage au fuel, avec les marchés qui vont en résulter pour les fabricants d'équipements.
- Or, le chauffage par l'électricité est le plus coûteux, et de loin. Et l'utilisation de l'électricité à des fins calorifiques la moins rationnelle. Un

la société contrôlée

Après des contacts qui durent depuis plusieurs mois, les ministres de l'Intérieur européens vont prochainement se réunir pour mettre au point une série de mesures communes pour lutter contre le « terrorisme » nucléaire. Cela sera bientôt officiel. Ce qui restera officieux c'est que les services de ces ministres vont également échanger toutes leurs informations sur les militants antinucléaires, échange qui ira jusqu'à la communication d'un certain nombre de fiches.

La Sofretec, une société spécialisée dans la mise au point de circuits de télévision intérieure vient de décrocher un mirifique contrat pour l'équipement des centrales nucléaires avec un circuit de téléobservation. On croit comprendre que chaque centrale sera dotée de plusieurs dizaines de caméras et d'une dizaine de magnétoscopes. Pour surveiller ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur.

Devant la multiplication des transports de déchets radio-actifs une décision de principe a été prise au ministère de l'Intérieur en accord avec le ministère de l'Industrie : les convois les plus dangereux seront accompagnés par une automitrailleuse et des hommes équipés d'armes à tir rapide.

A Creys-Malville, sur le terrain qui doit recevoir le premier surrégénérateur français, il n'y aura en juillet qu'une seule construction importante : la casemate qui doit abriter les CRS chargés de défendre une installation qui n'existe pas encore. A Siouville, près du site de Flamanville, à proximité de l'usine de retraitement de la Hague, les responsables d'EDF, la municipalité et les autorités du département viennent de conclure un

accord pour l'implantation d'un cantonnement de gardes mobiles...

Il est hélas facile de multiplier les exemples de ce type : tous tendent à démontrer de quelle façon le programme nucléaire français est en train de sécréter une société encore plus contrôlée que celle dans laquelle nous vivons. Une société de contrôle et de vérification au sein de laquelle la manipulation d'un produit dangereux implique une surveillance sans relâche, quel que soit le type de régime au pouvoir.

enquêtes préventives

Depuis trois ans déjà le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec l'armée et les services de gendarmerie met sur pied un fichier des militants nucléaires. Un fichage qui a été souvent commencé avant que les habitants d'une région aient été prévenus de l'éventualité de l'installation d'une centrale atomique : à partir des informations fournies par les Renseignements généraux, le pouvoir a recensé tous les « éléments » susceptibles de se mobiliser contre un projet de centrale. Grâce au nucléaire c'est la première fois en France que l'on se livre ainsi à de telles enquêtes pré-

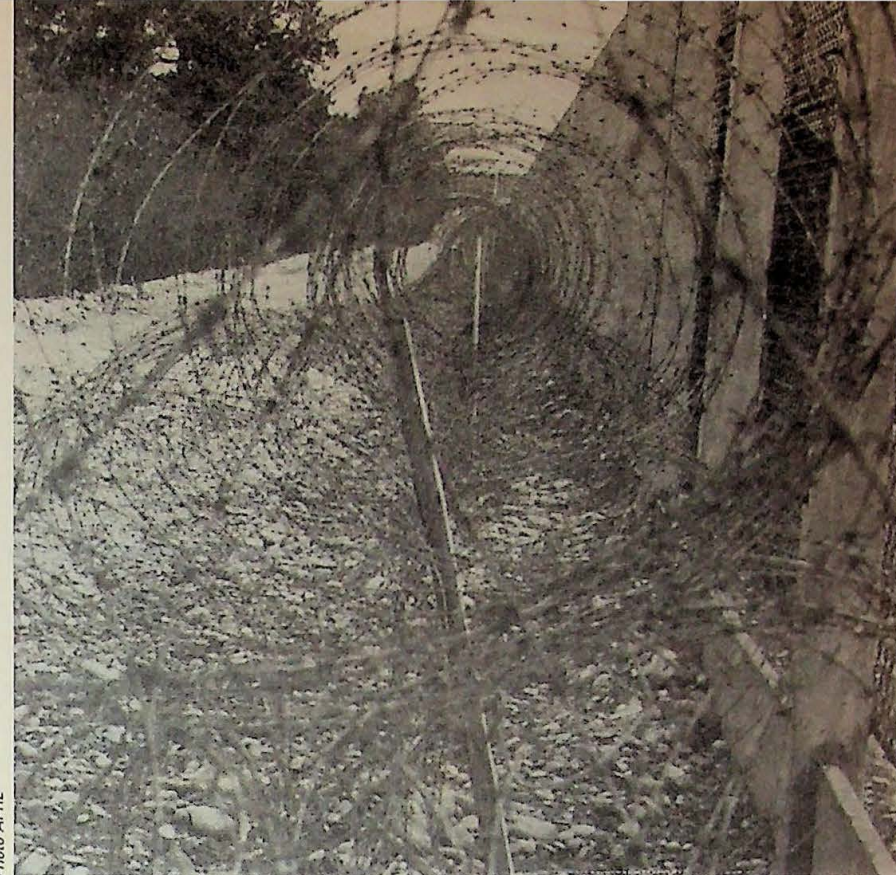


Photo APRE

ventives. Un exemple qui vient des USA et de République fédérale allemande.

Pour travailler dans les centrales nucléaires, il faudra être « sûr ». A la fois psychologiquement et politiquement ; et pour établir ces qualités une seule méthode : l'enquête sur les candidats, sur leurs familles, sur leur passé. De quoi faire un dossier qui suivra l'intéressé tout au long de sa carrière. Il est évident que dans ces conditions, le syndicalisme sera assimilé à du sabotage et que toute tentative de grève se heurtera « aux impératifs de sécurité ».

Paradoxalement (peut-être pas pour tout le monde) toutes les exigences de précaution, d'amélioration des conditions de sécurité, de renforcement des systèmes d'alerte ont et auront pour effet d'accroître le caractère contraignant d'une société chargée de gérer l'outil nucléaire. La nature même de la production électro-nucléaire conduit les écologistes à un raisonnement radical : ils ne peuvent que réclamer l'abandon du recours à l'atome pacifique dans la mesure où les demandes de précaution conduisent à l'avènement d'une société contrôlée dont ils rejettent l'existence.

De ce point de vue le programme nucléaire français, comme les autres, débouche sur une impasse totale. La société technocratique secrète donc son carcan, sa déshumanisation.

un choix de société

Lorsque l'on considère les dangers que nous avons énumérés et les projets saisissants que plusieurs gouvernements mettent sur pied pour tenter de rassurer les foules, on se rend compte que les débats sur les rejets plus ou moins importants, sur les modifications climatiques, sur le réchauffement des eaux, prennent un aspect quasiment anecdotique. On s'aperçoit, à l'étude de documents officiels américains, qu'il est question de mettre sur pied une véritable petite armée spécialisée pour « défendre » les centrales.

Curieusement — même si c'est plutôt rassurant — il est des responsables d'EDF qui admettent désormais que le véritable débat, la véritable option se situent à ce niveau : le nucléaire c'est en fait le choix d'un certain type de société. Ce qui ne résout pas le problème car la plupart de ces interlocuteurs, persuadés de l'inocuité des centrales nucléaires, expliquent que ce renforcement de la défense des centrales a été imposé

par l'activisme des écologistes qui ont réclamé des mesures pour que les populations soient protégées d'un danger imaginaire, né d'une peu mystique. Ils ajoutent, ces bons apôtres, que les écologistes ont de la même façon provoqué un renchérissement du coût des centrales. Du point de vue de la construction mais aussi de celui de la protection. Chaque centrale américaine coûte actuellement 375 millions d'anciens francs par an en mesure de surveillance et de sécurité. D'ici deux ans, il faudra ajouter 800 millions par an, ce qui fera une note annuelle, par installation, de plus d'un milliard d'anciens francs.

l'électro-fascisme

Il est à craindre également que, peu à peu, la surveillance soit étendue à toutes les entreprises qui travaillent pour les installations nucléaires. Une bonne raison disent les spécialistes : il faut écarter toute possibilité de sabotage ou de malveillance qui pourrait affecter des éléments (les cuves) ou des pièces (les tuyaux) dont la rupture pourraient être dangereuse une fois le réacteur mis en service. On en arriverait ainsi à contrôler les dizaines de milliers de travailleurs qui seraient engagés dans le programme nucléaire. La logique est infernale.

Lorsqu'il s'agira de manipuler et de transporter du plutonium, étant donné le danger que personne — même à EDF — ne conteste, les précautions préventives seront encore plus rigoureuses. EDF et ses autorités de tutelle n'auront d'autre choix que de bâtir une étonnante barrière sociale de sécurité.

En fait, si l'on examine la progression logique de la société nucléaire, on se rend facilement compte qu'il y aura à la fin du siècle deux catégories de citoyens. Ceux qui seront « approuvés » pour approcher de près ou de loin tout ce qui touche à l'électro-nucléaire et tous les autres, des citoyens de seconde zone. C'est ce que le Professeur Philippe Lebreton a un jour appelé l'électro-fascisme.

Il est à craindre qu'il n'existe aucun contrôle populaire, aucune forme d'autogestion, aucun système démocratique qui soit capable d'induire une autre évolution. Malheureusement, peut-être, il ne semble pas exister de voie socialiste permettant de manipuler la radio-activité sans danger. Ce qui revient à dire que, politiquement, il n'y a effectivement plus guère de choix.

C.-M. VADROT ■

Vient de paraître aux éditions Syros



le nucléaire
contre l'Alsace

T. Jund

dans la collection
« points chauds »

◀ 18 F

Les U.S.A. ralentissent leur programme nucléaire. L'Allemagne recule devant l'opposition populaire : Wyhl ne sera pas construite. En France, cependant, le gouvernement poursuit son « pacte avec le diable ». Véritable boulevard nucléaire, l'Alsace, inquiète, s'interroge. Après Fessenheim, d'autres centrales seront-elles construites ? Qui en décide ? Qui en profite ? Quels sont les risques écologiques, humains ? Dans quel engrenage mettons-nous la main ? Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée par la commission Ecologie-Nucléaire du Parti socialiste unifié d'Alsace. ■

briser la chaîne

journées « Portes ouvertes » à Lip les 15 000 paroissiens de Palente

Depuis mai 1976, la stratégie du pouvoir et du patronat face aux travailleurs de Lip pourrait se résumer en peu de mots : la dispersion à tout prix. Dans leur politique d'abandon de l'industrie horlogère il leur est nécessaire d'abattre l'usine Lip et surtout de faire taire les Lip. La fin de l'indemnisation à 90 %, c'est l'espoir pour les adversaires de Lip de voir enfin se réaliser le rêve qu'ils caressent depuis quatre ans : « Enfin les Lip vont se disperser ; d'autant que l'opinion publique n'est plus avec eux », ajoute-t-on.

Or, au soir du 19 juin, le nouveau préfet de région et le patronat ont mesuré l'étendue de la popularité des Lip, le soutien massif de la population, la solidarité agissante dont ils bénéficient toujours. N'en déplaise au préfet de région, l'audience des Lip est intacte et le moral des troupes excellent, comme en témoignent les banderoles de samedi et de dimanche : « Aujourd'hui on est en lutte pour défendre nos libertés. Demain nous serons en fête dans une autre société. »

« L'après 90 % » ne sera donc pas une dispersion des Lip ; ce sera

même le contraire. Si la solidarité des travailleurs les aide à tenir face aux pouvoirs publics. Et elle les a aidés. C'est là que se situe le premier bilan des « portes ouvertes » : les amis des Lip sont venus de partout : de Besançon et de la région bien sûr ; mais aussi de Bourgogne, de Rhône-Alpes, du Midi, du Centre, du Nord, de Paris, de l'Est et d'ailleurs : de Suisse aussi, de Belgique, d'Allemagne, de Hollande ; étaient présentes également des délégations et des personnalités de la FGM-CFDT, du PC, du PS, du PSU ; sont parvenus à Lip de nombreux télégrammes d'excuses et



Photo Adja

d'encouragements. Au total, plus de 15 000 visiteurs ont, durant deux jours, démontré au « pouvoir » que les Lip ne sont pas isolés, que leur lutte est juste et qu'il faudra bien qu'un jour le blocage politique qu'il exerce saute. Il faudra trouver une solution globale pour l'emploi dans l'horlogerie ; la nationalisation sous contrôle ouvrier en est une.

On pensait en haut lieu que l'initiative était vouée à l'échec, que les montres ne se vendraient pas, que les Lip ne s'en sortiraient pas. La journée « portes ouvertes » a démontré le contraire.

Le second bilan ce sont les rencontres, les discussions qui ont émaillé les deux journées. Partout on débattait — que ce soit lors de la longue attente devant le restaurant, que ce soit devant les stands lors de l'achat des montres, du vin, des chaussures ou des chemises, que ce soit lors de différents forums, perturbés il est vrai par l'orage du samedi soir, que ce soit lors de l'animation culturelle qui a

rompu avec le podium traditionnel pour être là où se trouvaient les participants.

Troisième bilan : celui des ventes de montres dont l'argent doit permettre aux Lip de percevoir plus que l'indemnité prévue par les « textes ». Plusieurs milliers de montres ont été écoulées, représentant plusieurs dizaines de millions d'anciens francs.

On n'a pas seulement vendu des montres d'ailleurs ce jour-là ; mais aussi du vin (1 200 litres proposés par les militants du MIVOC à 2 F le litre) ; des Chômageopoly (200, plus 100 commandes) ; des chemises (avec la CIP), des chaussures (Réo).

La phrase qui pourrait le mieux résumer ces journées et qui donne tout son sens à l'action à venir c'est celle recueillie auprès d'un militant CGT depuis trente ans à Lip alors qu'à 21 heures dimanche soir il quittait, harassé mais souriant, son stand : « J'ai jamais vu un truc pareil, ça été formidable. »

De notre correspondant
Roland VITTOT ■

CGT : un rappel programmatique

Une semaine après la CFDT, la CGT a rendu public son programme d'action « solutions et propositions de la CGT ». Un numéro spécial du *Peuple*, organe officiel de la Confédération reprend, résume, coordonne l'ensemble des idées avancées jusqu'à ce jour. Une bibliographie, publiée en dernière page, situe la presque totalité de ces propositions, autour du programme d'action adopté par le 39^e congrès de juin 1975.

Contrairement à la CFDT, la CGT n'a pas relancé le débat au cours de ces derniers mois, estimant que l'essentiel avait été dit, discuté, et que l'organisation avait tranché en son temps. Aussi, ne trouve-t-on pas de « surprises » dans un catalogue revendicatif qui, pour l'essentiel, se cantonne au terrain social. L'économie politique est traitée rapidement : mesures économiques, démocratisation et réformes de structure y sont abordées avec, semble-t-il, une prudence extrême et dans le cadre des institutions existantes.

Tout l'héritage du passé est là ; dans cette division historique des tâches entre partis politiques et syndicats de travailleurs. Le spectre de la « courroie de transmission » plane encore. Faute de pouvoir y apporter une véritable alternative, le programme d'action de la CGT évite d'aborder le terrain difficile de structure d'un troisième niveau, à côté des gestionnaires, des syndicalistes. Paradoxalement, Henri Krasucki a pu dire que son organisation avait une position claire et que la CFDT se mon-

trait très prudente sur ce point. En fait, les deux confédérations ne parlent pas le même langage lorsqu'elles évoquent le contrôle des travailleurs dans les entreprises, particulièrement dans les entreprises « nationalisées ».

CFDT et CGT vont se retrouver sans doute assez rapidement pour comparer ce qui est comparable. Cependant, la plate-forme unique est peu probable. La CGT attend des propositions concrétisant clairement ce que la CFDT entend par autogestion, les voies et les moyens d'y parvenir. A la CGT, on veut conforter son indépendance aujourd'hui ; refuser la « surenchère », se montrer « exigeant et constructif » demain, face à un gouvernement de gauche.

Après la CFDT, la CGT veut-elle afficher une autonomie complète à l'égard du Programme commun en cours de réactualisation, programme auquel elle confirme pourtant son soutien quasi inconditionnel ? L'avenir le dira, tranchant par là même le dilemme qui est devenu le sien.

M.C.

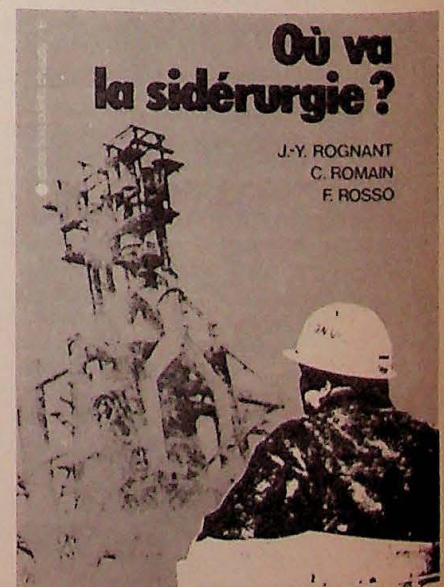
vient de paraître :

aux Editions Syros

dans la collection
« Points chauds »

•
où va la sidérurgie ?

•
J.-Y. Rognant
C. Romain
F. Rosso
15 francs



et pourtant elle tourne...

Brejnev, sa Constitution et les droits de l'homme

Qualifié par l'incroyable idéologue en chef, Souslov, de « personnalité de type léniniste », le maréchal secrétaire général du PCUS et désormais président du Présidium du Soviet suprême, Léonid Illitch Brejnev, a présenté un nouveau projet de Constitution, le 24 mai, devant le Comité central.

Il a affirmé dans sa langue de bois, avec son lyrisme peu communicatif, que « la nouvelle Constitution montrera éloquentement au monde entier comment l'Etat socialiste se développe, en affirmant toujours plus solidement et profondément la démocratie socialiste... ». Selon lui, la Constitution montrera « l'immense ampleur de la participation réelle sans cesse croissante des larges masses populaires à la gestion des affaires de l'Etat... » et donnera « encore plus d'assurance aux masses laborieuses des pays du capital dans leurs luttes... » (1).

C'est loupé. En 1936, la Constitution de Staline avait entraîné un mouvement d'enthousiasme dans le monde entier. En 1977, ce projet laisse froid. Les communistes occidentaux se contentent au mieux de publier le texte sans commentaire.

Tout contredit les affirmations théoriques baroques qui figurent en préambule de ce projet selon lesquelles « une société socialiste développée a été édiflée en URSS » qui représente « une étape logique sur le chemin du communisme »... et qui « a mis fin pour toujours aux antagonismes de classes ».

Mais dans cette société dite socialiste qui prétend ne pas connaître d'antagonismes de classes, non seulement l'Etat ne dépérit pas mais il « se développe ». Et l'art. 62 proclame que « chaque citoyen... est tenu de contribuer au renforcement de sa puissance et de son prestige ». Cet Etat auquel il faut rendre un culte, qu'il faut vénérer et développer, est de la pire espèce. C'est véritablement un « être étranger » impénétrable et dominateur ; c'est une figure presque caricaturale de l'aliénation que cet appareil mystérieux et incontrôlable qui plane et règne au-dessus de la société.

les mystères de la direction

La nouvelle Constitution indique (art. 6) que le « PCUS est la force qui dirige et oriente la société soviétique, l'élément central de son système politique et de toutes les organisations d'Etat et sociales »... Or les mystères de la direction du PCUS sont impénétrables. Un intense remue ménage l'agite. Il y a quelques mois, la presse envisageait l'éventualité d'une retraite définitive de Kossyguine, le Premier ministre, Kirilenko célébrait le culte officiel de Brejnev

(devenu maréchal en mai 1976) lors de son 70^e anniversaire. Aujourd'hui, Podgorny est déchargé de ses fonctions de président du Présidium — c'est-à-dire de chef de l'Etat — auxquelles lui succède Brejnev dont l'élection, affirme Souslov, répond « aux intérêts sublimes de la société et de l'Etat soviétiques ». Brejnev veut-il profiter de l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre pour s'assurer la maîtrise d'un processus indispensable de rajeunissement de la direction gérontocratique actuelle ? Ou sa promotion est-elle un signe de faiblesse, un moyen de consolider une prééminence de plus en plus contestée ? On savait déjà que la « direction collégiale » n'existe plus depuis longtemps. A-t-elle jamais réellement existé ?

Nous ne savons pas encore très bien comment réaliser la « démocratie directe » qui doit servir de base à l'Etat ouvrier transitoire et déperissant dans la société socialiste autogestionnaire. Nous savons en tout cas que nous ne voulons pas de ce modèle, et qu'il faut récuser les privilèges exorbitants reconnus à un parti unique dirigeant non seulement l'Etat mais aussi les organisations de masse.

la Constitution et les libertés

Le chapitre VII de la Constitution sur « les droits fondamentaux des libertés... » est considérablement étoffé et Brejnev a rappelé que « le parti a résolument condamné » les « répressions illégales... violations des principes de la démocratie socialiste, des normes léninistes... » qui « ont suivi » l'adoption de la Constitution de 1936. Cela est très loin de nous être indifférent.

Cependant l'examen du chapitre VII ne permet de fonder aucun espoir, alors que la dénonciation des crimes de Staline et les premières mesures de libéralisation de Khrouchtchev le permettaient. L'exercice des libertés est en effet limité par l'impératif de « ne pas porter atteinte aux intérêts de la société et de l'Etat » (art. 39). Ces limites sont plus clairement affirmées encore qu'en 1936. L'art. 47 sur la liberté de création, l'art. 51 sur le droit de s'organiser précisent que ces droits n'existent que « conformément aux objectifs de l'édification du communisme ». Comme en 1936, l'art. 50 ne reconnaît les libertés de la presse, de réunion, de manifestation

qu'« afin de consolider le régime socialiste ». On sait bien que des dispositions analogues dans l'ancienne Constitution ont permis parfois de couvrir le Goulag du manteau de la légalité et de réduire la liberté aux manifestations d'adhésion aux directives du parti unique dirigeant.

Certes, les articles sur les libertés individuelles se sont multipliés (inviolabilité du domicile, secret des correspondances, garanties juridictionnelles contre les abus de pouvoir... et même « droit de critique », « des insuffisances » des organismes d'Etat sans être poursuivi). Mais ces articles ne font pour l'essentiel que reprendre, en termes généraux, des lois déjà existantes.

Ajoutons que l'art. 59 maintient le devoir de « respecter les règles de vie en société socialiste et de porter dignement le noble titre de citoyen de l'URSS ». L'art. 60 rappelle le devoir de « travailler » (pas n'importe comment, « en conscience » !) et de « respecter strictement la discipline du travail ». Et le droit de grève reste inconnu. De telles formules, servent couramment à légitimer la répression.

On peut dire, tout au plus, que la nouvelle Constitution maintient les très faibles acquis de la libéralisation post stalinienne qui ont gommé les aspects les plus sanguinaires de la répression. Bien qu'elle se réclame du renforcement de la légalité socialiste, elle ne servira pas ceux qui luttent en URSS pour le respect des droits de l'homme et que nous soutenons. La timidité du projet indique même que nous devons redoubler notre effort de soutien si nous ne voulons pas voir l'agitation interne au sein du PCUS déboucher sur un retour en arrière. D'autant que si les droits de l'homme, en tant qu'institutions juridiques, ne peuvent suffire à libérer les hommes de l'exploitation et des aliénations, l'autogestion socialiste n'existera pas sans un développement considérable des garanties juridiques élargies.

moins audacieux que Khrouchtchev

Sur d'autres aspects, le projet apparaît très en retrait par rapport à certaines « pointes » de Khrouchtchev. Celui-ci envisageait par exemple de transférer aux « organisations sociales » (il est vrai dirigées par le PCUS) des fonctions autrefois assurées par l'Etat, y compris dans le domaine du maintien de l'ordre. Ses successeurs s'y sont toujours refusé considérant les « organisations sociales » comme « compléments » des activités de l'Etat. C'est l'optique de la nouvelle Constitution dont l'art. 7 stipule que « les organisations sociales » participent... à la gestion des affaires de l'Etat.

L'art. 8 parle d'un « renforcement du contrôle populaire ». Mais il s'agit seulement de renforcer le rôle des « soviets de députés » qui ne diffèrent des parlements que par le jeu du parti unique... qui retire sa signification à l'élection. Si les députés ont le droit « d'interpeller les organismes d'Etat », il demeure que « le député se conforme aux intérêts de l'Etat ».

Un écho est fait à la réforme écono-



AGP

mique : à côté du Plan d'Etat, « il est fait appel aux notions d'autonomie financière, de bénéfice et de prix de revient ». On retrouve là l'« éconisme » stalinien appliqué cette fois à la construction du communisme dont il faut essentiellement créer les « bases matérielles et techniques ». Il existe un chapitre spécialisé dit sur la politique.

Quant à la politique étrangère, son premier objectif... vise à assurer les conditions internationales favorables pour édifier le communisme en URSS. « On se trouve donc sur le terrain, balisé par Staline et sa théorie, de la construction du socialisme dans un seul pays. »

En ce qui concerne le fédéralisme, le projet affirme l'homogénéité et l'unité de l'URSS qui forme un seul peuple tout en étant un « Etat fédéral multinational ». Il s'agit donc d'un projet centralisateur et le texte ne définit plus de limites précises au pouvoir de l'Etat fédéral.

Ce projet n'a aucun succès auprès des communistes français. C'est un point positif. Mais si on ne veut pas que la crise du stalinisme ne débouche que sur une orientation néo-réformiste, à la fois parlementaire et étatiste, il faut que les autogestionnaires sachent poser les vraies questions dans l'unité. Ils doivent définir un autre modèle qui se garde aussi bien du « crétinisme parlementaire » que du « crétinisme partisan » et de l'« étatisme » social-démocrate ou stalinien.

Jean-Marie DEMALDENT ■

(1) Voir le rapport Brejnev dans Nouvelles de Moscou, 11 juin 1977.

J.-P. Alata : Monsieur le Président

Dans son n° 716 (28 oct.-3 nov. 1976), *Tribune socialiste* publiait des extraits substantiels du livre de Jean-Paul Alata, *Prison d'Afrique*, que le ministre de l'Intérieur d'alors, Michel Poniatowski, venait de faire saisir. Non content d'interdire à J.-P. Alata de témoigner, dans un récit bouleversant, des tortures subies — par lui-même, au cours de cinquante quatre mois de détention, et pour combien de milliers d'autres ? — dans le

« Goulag guinéen », le gouvernement français, multipliant menaces et brimades, contraint l'auteur de *Prison d'Afrique* à l'exil. J.-P. Alata nous a adressé deux « lettres ouvertes » que nous publions aujourd'hui et que présente pour les lecteurs de TS Jean Lacouture.

J.S. ■

rompre le silence

Faut-il s'étonner que Jean-Paul Alata s'adresse ainsi, parallèlement, à François Mitterrand et à Valéry Giscard d'Estaing ? Non. Il est vrai que si son livre *Prison d'Afrique* a été saisi par la police de la V^e République, au moment même où tous les moyens d'information et de propagande de l'Etat étaient mobilisés pour chanter les louanges de *Démocratie française* (un livre un peu oublié aujourd'hui) ce n'est pas le fait de François Mitterrand ni du Parti socialiste, dont on peut ou l'on veut espérer qu'ils ont de la liberté une autre conception. Et s'il est vrai que la police du régime continue de pourchasser de ses tracasseries cet ancien « rek » de Guinée, parce qu'il dénonce le chef d'un Etat avec lequel le régime giscardien entend reprendre de fructueux échanges, ce n'est pas non plus la faute de l'auteur de *Ma part de vérité*, ni de ses fidèles — qui ne sauraient bien sûr, quand ils auront été investis du pouvoir par le peuple français prendre la « raison d'Etat » pour seule règle de leur conduite.

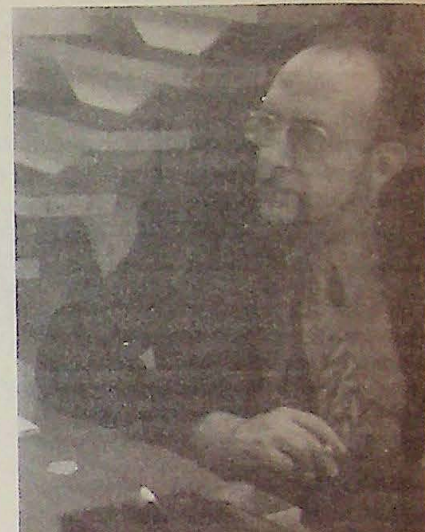
Mais tout de même. Jean-Paul Alata, vieux militant socialiste, ne se trouve pas tout à fait satisfait du comportement, en cette affaire, du « plus grand parti de France ». On saisit un livre en France parce qu'il dénonce des tortures qui ne sont pas de celles qui ont droit de cité ici — pour raison de bauxite et de vente d'armes. Le « saisi », militant du PS, son éditeur et ses amis se permettent de signaler le fait — respectueusement, comme il se doit —, au leader du parti dont ils sont tous adhérents ou sympathisants. Quel soutien moral vont-ils recevoir ! Quelle protestation indignée jaillira de cette organisation qui vient de prendre l'initiative de créer un « comité pour les libertés » dont la doctrine s'imprime en une brochure si éloquente qu'elle met la liberté au pluriel ! Eh bien non. C'est le silence. Rompu seulement par un notable de l'appareil : « Sekou Touré est un ami... » Un ami...

Quelques semaines plus tard, un autre Guinéen, James Soumah, publie à son tour une dénonciation du système d'oppression de Conakry, en se réclamant, lui, du patronage du PS. Aussitôt, M. Touré réagit en traitant cette organisation de « parti de la pourriture française ». Ce langage, qui est désormais celui dont use M. Sékou Touré à l'encontre de tous ceux qui se permettent de suggérer que son régime entretient quelques relations avec les grands trusts américains, canadiens et français — ce que peut vérifier n'importe quel enquêteur de bonne foi, comme Hervé Hamon et Patrick Rotman, auteurs de *l'affaire Alata* (1) — ce langage donc, n'a suscité jusqu'ici de la part du PS qu'une mise au point (publiée le 15 juin dans *Le Monde*) où il était dit que M. Soumah ne s'exprimait pas au nom du Parti socialiste. Voilà ce qui s'appelle avoir de la fierté.

Nous ne doutons pas que François Mitterrand et ceux qui l'entourent sauront manifester enfin, quand ils auront eu le temps de s'informer, l'indignation qui justifie le comportement des bourreaux de Conakry, et la servilité de leurs amis parisiens. Mais peut-être le véhément appel de Jean-Paul Alata aura-t-il servi à raviver leur vigilance...

Jean LACOUTURE ■

(1) Editions du Seuil, 1977, 108 p., 19 F.



Lettre ouverte à M. François Mitterrand

Depuis plusieurs mois, vous incarnez les espoirs de la gauche française. Dans l'affrontement qui se prépare, l'image de marque que vous avez su créer est encourageante et rassurante. Permettez toutefois à un vieux militant socialiste de souligner qu'un leader aussi avancé ne peut se désintéresser des souffrances d'autres peuples que le peuple français. Compagnon de lutte de M^e Lamine Gueye, puis second de Barry III, leader socialiste torturé et pendu à Conakry, je crois avoir quelque droit à m'exprimer au nom d'une doctrine qui a soutenu ma vie, qui m'a permis de résister à l'enfer des camps guinéens.

vous n'avez pas voulu m'entendre

Celui que vous appelez votre « ami ». Sékou Touré, je le connais bien, mieux que vous. Vous lui gardez quelque reconnaissance pour vous avoir apporté sa voix lors des débats parlementaires de la IV^e République. Je lui ai voué mon amitié quand je croyais qu'il représentait l'Afrique de l'avenir. Je fus son compagnon intime, si intime que certains secrets, malgré mes raisons de lutter désormais contre lui, mourront avec moi.

Dès ma libération providentielle de ses geôles, je vous ai fait savoir par des amis communs qu'il ne respectait rien au monde, que vous-même son « ami », figuriez sur les listes établies d'ennemis de SA révolution, sur les dénonciations qui nous ont été dictées d'agents du SDECE et de la CIA. Vous n'avez pas voulu même m'entendre.

Plus de dix de mes compagnons de misère ont été obligés de faire figurer votre nom sur les listes des amis de M. Foccart. Certains sont morts depuis et jetés au charnier de Ratoma, d'autres sont revenus en France ; mais, oublieux de leurs amis africains restés là-bas, ne se préoccupent plus que d'obtenir des compensations financières à leur internement.

Tel n'est pas le sens de ma lutte. Socialiste, je crois et croirai toujours que l'homme est identique à lui-même, quel que soit le lieu où il est né et où il vit, que le bonheur de l'humanité ne peut pas passer par l'oubli des misères du Chili, de l'Ouganda, de la Guinée ou du Cambodge.

Maintenant, par les divagations du tyran

de Conakry le 9 juin 1977 (1), vous savez que je ne vous avais pas menti. Il vous hait parce que le socialisme réel que vous représentez est symbole de liberté, une liberté dont il ne veut à aucun prix pour son peuple. Il a humilié les hommes de Guinée, prostitué ses femmes, abâtardi ses enfants... Il a détruit les fondements même de la société guinéenne sans être capable d'y substituer autre chose que son bon vouloir.

Continuerez-vous à vous taire ? A vous faire complice, par votre silence, des crimes qu'il ordonne ? Mes deux millions de compagnons d'exil comptent sur l'idéal que vous représentez, sur le grand parti que vous dirigez. Ils ont toujours foi en la France, car elle est à leurs yeux la Liberté.

Sekou Touré a jeté bas le masque. Il a clairement annoncé que le Parti socialiste français était l'ennemi de sa révolution, que tous ses dirigeants étaient des agents corrompus de l'impérialisme. Vous tairez-vous encore ?

vous seul

La responsabilité de la France dans les malheurs de la Guinée est immense. C'est désormais votre responsabilité. Il est temps encore de sauver quelque chose de l'amitié qui a lié les deux peuples de France et de Guinée. Vous seul pouvez le faire.

On a interdit mon livre, le cri de douleur de mes amis de prison. Rares ont été les hommes assez lucides et courageux pour comprendre que l'interdiction d'un livre, quel qu'en soit l'objet, est un acte portant en germe toutes les possibilités de dictature. J'aurais aimé, non pour moi mais pour tous mes frères guinéens, que vous fussiez un de ces hommes.

Demeuré profondément Français de cœur tout en aimant passionnément la Guinée, je vous conjure de prendre parti.

Croyez-moi votre bien dévoué camarade de combat socialiste.

J.-P. ALATA

(1) NDLR : Radio-Conakry s'est livrée ce jour-là à de violentes attaques contre « la direction nationale du Parti socialiste » ; ce à la suite de la publication à Paris, à l'initiative de M. James Soumah, ancien secrétaire d'Etat guinéen, ancien conseiller municipal socialiste de Drancy, d'un rapport dénonçant la violation des droits de l'homme en Guinée.

Lettre ouverte à M. Valéry Giscard d'Estaing

Je suis l'auteur du livre que vos services de sécurité ont interdit en France. Je suis aussi celui que vos services policiers poursuivent de leur vindicte. Pourtant je ne suis ni un criminel, ni un traître. Aussi ai-je décidé de vous adresser cette lettre ouverte, à vous qui, élu officiel du peuple de France, représentez actuellement tout ce que le drapeau tricolore symbolise aux yeux du monde entier.

la liberté avait deux patries

Nombreux sont les écrivains qui ont affirmé que tout être épris de liberté avait deux patries : la sienne et la France. Pourquoi donc s'acharner après un homme qui a choisi d'être guinéen sans pour autant renier l'amour profond qu'il porte à la France ?

Liberté ? Est-ce être libre que d'être privé des siens, être arraché à une terre où on a vécu, souffert, aimé, où un de vos enfants dort de son dernier sommeil, où votre dernier fils est élevé en dehors de vous et dressé contre vous ?

Liberté ? Est-ce être libre que de connaître les rigueurs de l'enfer de Boiro parce qu'un tyran sanguinaire en a ainsi décidé et de connaître les poursuites policières en France, l'interdiction de s'exprimer au pays de Voltaire, les menaces de se voir retirer toute identité administrative ?

Alors, qu'éclate la vérité ! Qu'on ose avouer que la bauxite, le fer, le diamant ont plus de prix que l'idéal dont les dirigeants du grand pays de France font journellement état.

Qu'on avoue que mon livre est interdit parce qu'il gêne les grands trusts avides de s'abattre sur les richesses guinéennes et anxieux d'en partager les dépouilles avec les autres financiers des multinationales.

Qu'on avoue qu'on veut me retirer toute possibilité de déplacement pour me condamner à mourir lentement de faim sous la coupe de la police parisienne. Ainsi les remous causés par *Prison d'Afrique*

pourront-ils s'estomper et la reconnaissance du dictateur guinéen se traduira-t-elle par de substantiels dividendes aux investisseurs français.

Monsieur le président de la République de France, ce n'est pas cela qu'on croit de vous. Nous ne sommes pas du même parti. Je suis fier d'être socialiste, d'avoir lutté trente ans sous le vieux drapeau de Jaurès et de Guesde et je mourrai en socialiste, comme mon frère Barry Ibrahim, mort pendu par l'assassin de Guinée. Vous êtes le représentant de la grande bourgeoisie, mais vous êtes avant tout le président élu de la France.

la responsabilité de la France est totale

Vous ne pouvez donc être insensible à l'appel d'un homme qui demande justice, en son nom et au nom de millions de ses semblables. La responsabilité de la France dans le drame guinéen est totale. Qu'elle ne soit pas de votre fait, qu'elle soit gaulloise, peu importe. Vous n'avez pas le droit de vous désintéresser de ce que les désaccords antérieurs ont permis à Sékou Touré d'accomplir en Guinée.

Mort, torture, prison, prostitution, corruption, mensonges sont les nerfs moteurs du régime guinéen. Je le connais bien, je l'ai servi. J'en porte, moi aussi, la responsabilité et ne la rejette pas.

Justice et liberté, voilà ce que je vous demande, non en baissant humblement la tête, mais en homme qui croit en ses frères, en homme qui continuera toujours de croire en la France que vous représentez.

Laissez paraître *Prison d'Afrique*. Que les Français sachent la vérité sur la Guinée. Laissez-moi libre car, de toute façon, on n'enchaînera plus ma conscience, ni mon âme.

J.-P. ALATA ■

Les cassettes du Centre Populaire de Formation Socialiste

CASSETTES

Cycle : *MARXISME ET PHILOSOPHIE (série A)*

J.-M. Demaldent : Marx et Hegel (2 cassettes)	A 1 et A 2
V. Leduc : le matérialisme de Marx (2 cassettes)	A 3 et A 4
K. Radjavi : la dialectique dans l'Histoire	A 5
K. Radjavi : la dialectique dans la nature	A 6
V. Leduc : marxisme et conscience de classe	A 7
B. Fraenkel : marxisme, psychanalyse et antipsychanalyse	A 8
J.-M. Demaldent : marxisme et positivisme	A 9
J.-M. Demaldent : marxisme et philosophie	A 10
V. Leduc : marxisme, aliénation, autogestion	A 11

Cycle : *ANALYSE MARXISTE DE L'ECONOMIE (série B)*

B. Billaudot : les fondements de l'exploitation capitaliste (3 cassettes)	B 1, B 2, B 3
B. Billaudot : les conditions historiques de la reproduction du capital (2 cassettes)	B 4, B 5
P. Naville : le rôle économique de l'Etat	B 6
M. Etienne : l'inflation et la crise du système monétaire international	B 7
H. Prévot : les multinationales et la stratégie du capital	B 8
P. Naville : le Comecon et l'économie mondiale	B 9
P. Jalée : Tiers-Monde et matière première	B 10
P. Naville : l'économie capitaliste française dans le capitalisme international	B 11
B. Billaudot : autogestion socialiste	B 12

BON DE COMMANDES DE CASSETTES

Les cassettes sont vendues au *prix unitaire de 27 francs*.

MAIS LES COMMANDES GROUPEES REVIENNENT MOINS CHER :

6 CASSETTES : 130 francs

12 CASSETTES : 240 francs

POUR EVITER TOUTE ERREUR, IL EST NECESSAIRE DE PRECISER AVEC SOIN LA SERIE (A ou B) et le numéro des cassettes demandées (cf. liste ci-après).

Adressez vos commandes au CPFS, Simone Ruel, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. LIBELLEZ VOS CHEQUES A L'ORDRE DE CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE, CCP 15 307-39 C Paris.

NOM PRENOM ADRESSE

.....

COMMANDE Cassettes (indiquer le nombre)
dont les numéros suivent :

série A. numéros

série B. numéros

Plein de stages cet été !

● 2 stages de formation de base

Spécialement destinés aux nouveaux adhérents ou à des militants plus anciens qui n'ont pas pu avoir cette formation.

— Aux Guions (Haute-Alpes), du 23 juillet au 31 juillet.

— Dans le Gers, du 20 août (soir) au 28 août (matin)

● 2 stages d'animateurs

Destinés aux animateurs des groupes et sections du parti, tous ceux qui animent les structures militantes. Leur but est de permettre d'analyser le plus à fond possible une question fondamentale pour comprendre et situer la stratégie du parti, renforcer son efficacité, contribuer à l'avancée du débat.

— Dans le Gers du 14 au 20 août, autour du thème « Pouvoir des travailleurs et démocratie ».

— Aux Guions du 20 août (soir) au 28 août (matin) autour du thème « Contrôle ouvrier, contrôle populaire et autogestion ».

Inscrivez-vous dès maintenant à ces stages.

● 3 stages plus « spécialisés »

(si le nombre des inscrits est suffisant).

— Un stage du secteur « femmes » dans le Gers du 14 au 18 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;

— un stage réservé aux élus municipaux du parti également dans le Gers les 19, 20 et 21 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;

— un stage « étudiants », aux Guions du 21 au 28 août (nombre de stagiaires : une trentaine).

Pour que ces trois stages puissent avoir lieu, il est nécessaire que les inscriptions « remontent » très rapidement.

Une plaquette plus détaillée est en préparation.

● N'hésitez pas à venir en famille ;

● Faites approuver votre candidature par votre secrétaire fédéral ;

● Retournez le bulletin d'inscription aux adresses suivantes :

— stages des Guions : PSU, 9, rue Borromée, Paris 15^e.

— stages du Gers : PSU, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse.

Joindre 50 F pour frais d'inscription ; cette somme ne sera pas remboursée en cas de défection.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom

Prénom

Adresse

Profession

Année de naissance Date d'adhésion au PSU

Fédération

Responsabilité Syndicat

Accord de la fédération

Hébergement : vient seul : OUI - NON
sinon, combien de personnes en plus :
adultes enfants

Stage choisi (cocher les cases correspondantes)

— stage de base : Guions (juillet)

Gers (août)

— stage d'animateurs (août) :

Gers

Guions

— stage « femmes » (août) : Gers

— stage des élus (août) : Gers

— stage « étudiants » (août) : Guions.

l'écologie militaire vue par Bonvi



on ne peut pas tout dire

● Dans le XV^e, arrêt aux expulsions. Depuis plus de trois ans les locataires du 89, rue Fondary résistent à des pressions de toutes sortes tendant à les expulser afin de pouvoir rénover et transformer leurs logements en studios qui pourront être vendus à bon prix.

Dernière attaque en date : l'arrêt de péril pris le 27 avril 1977, ordonnant l'expulsion des locataires ; mais pour la première fois, le tribunal conditionne l'expulsion à un relogement dans des conditions décentes. C'est-à-dire ?

Pour les 140 locataires, travailleurs immigrés, il va sans dire que ce logement devra être dans le XV^e où ils travaillent, à un prix abordable, convenablement équipé, avec la possibilité d'être relogés ensemble. Originaires du même village, ou de la même famille, ils refusent en effet une séparation qui constituerait un double déracinement. Et leur expérience de ces trois dernières années leur a montré que seule leur unité et leur cohésion leur avait permis de résister aux différentes sociétés immobilières qui avaient successivement racheté l'immeuble, et de remporter deux procès d'expulsion. Pas question en tous cas d'accepter les foyers qui par leurs règlements répressifs restreignent leurs libertés individuelles !

Un collectif de sept organisations (ASTI, CSCV, CNL, PC, PS, PSU, UFC) s'est organisé afin de soutenir cette lutte. Ses objectifs : sensibiliser l'opinion (organisation d'une conférence de presse, délégations vers les pouvoirs publics, diffusion de tracts) ; obtenir de la ville de Paris ou de l'office d'HLM la réquisition ou le rachat de l'immeuble ; enfin et surtout empêcher l'expulsion.

15^e section du PSU ■

la télé points de vue

On ne s'en est pas remis, on ne décolère pas depuis deux semaines : « Ils » se moquent de nous ! « Ils » ont osé ! Ainsi, nous ne saurons pas où se cache Allison. Entre Lee et Chris rien n'est vraiment résolu. Rodney va-t-il enfin connaître le bonheur qu'il mérite depuis tant d'épisodes ?...

Ces questions restent sans réponses. La série-fleuve *Payton Place* s'est interrompue sur TF1 le samedi 11 juin parce que quelques technocrates ont cru bon de n'acheter (avec « notre » fric !) que treize chapitres sur les trois cents que comporte le feuilleton. Nous ne doutons pas cependant que la mobilisation populaire acculera la direction à revenir sur sa décision et nous joignons notre modeste voix à celles de nos confrères de la « grande presse » (les collègues de la maison Hersant)...

avec Zitrone,
sans Dada

Heureusement, la créativité, le sens du romanesque, le goût de la

mise en scène n'ont pas déserté pour autant nos écrans : les « actualités » sont construites et animées par des vrais « professionnels » qui, eux, perpétuent l'art du spectacle et la noblesse des sentiments...

Par exemple, les derniers épisodes de la Coupe de France ont été très réussis. Et samedi 17 juin (TF1), ce fut l'apothéose : « On a gagné ! on a gagné ! ». Saint-Etienne contre Reims, retransmis du parc des Princes. On a vibré avec cette foule en fusion, ivre d'elle-même, explosant ou grondant comme un seul homme ; on en a même eu froid dans le dos...

Anecdote : il paraît que lors de son dernier passage à Saint-Etienne, Guy Bedos n'a pas pu rester en scène. Avec le tact qu'on lui connaît, il avait

commencé par vociférer : « J'aime pas le foot-ball ! ». Pourtant les gens qui vont voir Bedos aujourd'hui en général, ils sont de gauche, ils votent PS et tout ! Et puis, faut pas croire, les Stéphanois sont pas plus cons que les autres.

Le Jubilé de la reine d'Angleterre, c'était pas mal non plus. Débité en tranches, avec Zitrone et sans Dada, ça valait bien les 14 juillet ou les fêtes de l'armée organisés par le journaliste Mourousi. Nos rendez-vous quotidiens, « en direct », rue de la Pompe ; les délais rebondissants de la ténébreuse affaire Revelli-Beaumont, qui peut s'en lasser ?

on ne s'embête pas...

Les petits pas de dérobée, « Synthèse — pas synthèse », qui ont abouti au gala nantais (« Sur le pont de Nantes, un bal y est donné... ») ; le « combat des chefs » Mitterrand, Chevènement, le troisième homme,

Rocard, qui raflera peut-être les mises... ça nous a tenu en haleine un moment, et voilà que Marchais s'en mêle...

Et Brejnev qui se fout comme de l'an quarante de notre soldat inconnu, qui refuse nos Matras parce qu'il n'aime pas le vert, qui met les doigts dans son nez pour nous narquer. Et Chirac qui met une croix sur la radiale Vercingétorix (« On a gagné ! ») : ah ! je vous jure, on ne s'embête pas aux « actualités ».

Du nouveau, cependant : un magazine vient de faire son apparition à Antenne 2 ; il s'appelle *Voir*. Le projet peut surprendre, confié aux journalistes vidés par Elkabbach, cette série se propose de donner à l'image d'actualité la place qui lui revient sur le petit écran...

C'est la révolution : désormais, à raison de quarante minutes le samedi après 22 heures, la télévision présentera des images de notre temps, qui bougent et qui parlent toutes seules. Faut « voir ».

René LANARCHE ■